



**Bulletin de Liaison
NSAE
Numéro 32 - novembre 2018**

	page
Éditorial	2
Ni clerc, ni laïc	3
François d'Assise, signe du futur	6
Bibliographie de José Arregi	7
L'Église va-t-elle vers une nouvelle vie ? Ilia Delio	9
C'est tout le système clérical qu'il faut déconstruire, Danièle Hervieu-Léger	14
Pour un réel changement, Joan Chittister	18
Poème-prière d'Oscar Romero	21
Communiqué NSAE Sortir du cléricalisme	22
Sauver les Migrants, c'est nous sauver nous-mêmes, Edwy Plenel	24
Jésus, approche historique, José Antonio Pagola	28
Antisionisme-antisémitisme : pourquoi et comment éviter la confusion ? P. Stambul	29
Communiqué du 5 novembre sur Pierre Vignon et Communiqué NSAE 15	36

**Nous vous invitons déjà à la prochaine
Assemblée Générale de NSAE
les 2 et 3 février 2019
Retenez bien cette date !
Cléricalisme ou Evangile ? Comprendre les enjeux !**
« Titre non définitif »

« Se dire chrétien ne met pas à l'abri de penser de travers le message évangélique, de l'instrumentaliser au service de ses propres ambitions, d'être intolérant »

Si cette belle et riche citation de Jacques Musset s'adresse à n'en pas douter aux tenants du cléricisme (clercs ou laïcs confondus) parfois hautains et souvent suffisants, sans doute pour faire bonne mesure devrions-nous en prendre une pincée pour nous NSAE qui sommes avec tant d'autres sur les parvis !

Ceci étant dit, pouvons-nous nous retrouver en AG sans évoquer notre Eglise au bord du gouffre ?

Nous ne serons pas seuls car José Arregi (cf page n°7 sa bibliographie) auprès duquel nous-nous abreuvons régulièrement, sera avec nous tout au long de cette assemblée générale. L'Espérance et ce Souffle que José nous propose, calmera un peu cette sourde colère qui nous habite devant de ce naufrage que nous dénonçons avec force depuis si longtemps !

La pédophilie, et tout particulièrement au sein de l'église, si horrible soit-elle n'est qu'une partie de ses déboires, et tourments tout comme cette peur de la sexualité vécue comme un péché et concurrente directe de la spiritualité et de la terre promise qu'est la vie éternelle. Oubliant ainsi le 'aimez-vous les uns les autres' socle de notre foi. Ce qui est plus profond : c'est bien l'abus d'autorité d'une position dominante peu évangélique qui conduit à l'abus de conscience et à la trahison du message : le remplacement d'un Dieu qui nous relève par un Dieu pervers et dominateur.

Par et avec ses outrances l'Église continue d'exiler¹ nombre de chrétiens pour ne garder que ceux qui sont dans la ligne et susceptibles d'obéir. Nous appelons donc de nos vœux une foi pensable pour ces temps de troubles².

Il nous faut donc remettre au centre d'un réel débat une communauté où laïcs et clercs sont au coude à coude sans aucun primat, pour rejoindre les pauvres de l'Évangile qui sont les préférés de Dieu.

C'est possible ! et c'est bien ce qui se passe au Chili et cela nous interpelle et nous remplit d'espoir.

Nous ne jetterons pas avec l'eau du bénitier : St Vincent de Paul, l'Abbé Pierre, St François d'Assise, Simone Weil et tout ces faiseurs d'humanité... Nous chercherons tous ensemble comment la foi peut donner un sens à la vie sans pour autant avoir un passage obligé par la religion.

Quelles formations pour les futurs clercs (viri probati ?) et les laïcs ? Comment partager les responsabilités, quelles missions prioritaires pour l'Église ?

Qu'as-tu fait de ton frère ?

Revenons à cet essentiel absolu de l'évangile sans pour autant oublier nos héritages, pour humaniser nos quotidiens et ensemer l'avenir de nos fraternités.

Pascal Cauchois

¹ Ici je pense tout particulièrement à chacun de nous bien souvent blessés, à tout ces théologiens crossés sans ménagements, à tous ces clercs virés de l'Église parce que amoureux d'une ou d'un autre, aux divorcés remariés, aux femmes ostracisées

² Aujourd'hui qui peut sereinement croire au péché originel, à l'intégralité du credo

José Arregi étant notre intervenant et invité à l'Assemblée Générale des 2 et 3 février 2019, nous avons pensé vous le présenter, lui et ses écrits. Un événement important s'est produit dans sa vie, en 2010 et dont il nous parle dans cet article publié à l'époque par nos amis belges de PAVES, et introduit par cette présentation de Pierre Collet.

José Arregi est un théologien basque de l'université de Deusto et un religieux franciscain de 66 ans du monastère de Arantzazu. Très critiqué par la Conférence épiscopale espagnole et en particulier par le nouvel évêque ultraconservateur de San Sebastian, qui lui a imposé le silence depuis quelques mois, José Arregi vient de décider de quitter son ordre et son ministère "pour permettre aux franciscains et à moi-même de vivre enfin en paix". Comme à beaucoup d'autres théologiens dans le monde hispanique, ce qu'on lui reproche est de contester l'univocité de l'expression de la foi chrétienne, autrement dit son appel au pluralisme des expressions. Même sa modestie et sa discrétion habituelles ne suffisaient plus à ses supérieurs. Voici ce qu'il écrivait en **décembre 2010**, une prise de position bien en phase avec ce qui lui arrive !

En cette fête de St François, il nous offre cette réflexion savoureuse qui rappelle l'exemple du "poverello" d'Assise ; qui ne voulait entre ses frères et sœurs aucune division basée sur les vœux ou sur l'ordination.

J'allais intituler cet article : "Je suis un laïc". Maintenant que, pour des raisons d'interprétations doctrinales qui n'auraient jamais dû nous mener jusqu'ici, j'ai entamé le double processus d'exclaustration (abandon de la "vie religieuse") et de sécularisation (abandon du sacerdoce), je voulais commencer mon nouvel état de vie en disant : "**Je suis honoré d'être un laïc par la grâce de Dieu. Je me réjouis d'être l'un d'entre vous, l'immense majorité de l'Église**".

Mais je dois immédiatement me corriger. Laïc ? Non, je ne suis pas réellement un laïc ni ne veux l'être, parce que ce terme n'a de sens que par opposition au clergé et signifie toujours qu'on est en situation de perdant. Je ne suis pas laïc ni ne veux l'être, parce que ce nom a été inventé par les clercs – personne ne s'en étonnera : les puissants ont toujours imposé leur langage. Je ne veux pas être laïc, comme si on disait "chrétien inférieur et de deuxième classe, chrétien subalterne".

Le Droit Canonique en vigueur donne une définition étrange du terme :

- le "laïc" est celui qui n'est ni cleric ordonné ni religieux ayant prononcé des vœux. Il ne désigne pas ce qui existe, mais ce qui n'existe pas.
- le laïc est celui qui, par définition canonique, n'a pas dans l'Église d'identité et de fonction, parce qu'il en est privé.
- le laïc, c'est celui qui n'a pas prononcé les trois vœux canoniques de pauvreté, obéissance et chasteté, bien qu'il soit presque sûr qu'il devra vivre ces vœux, et bien d'autres, et plus encore que les religieux installés dans leur "état de perfection".
- le laïc, c'est celui qui ne peut pas présider à la fraction du pain, le repas de Jésus, le mémorial de la vie.
- le laïc, c'est celui qui ne peut pas dire au nom de Jésus de manière efficace : "Frère, sœur, ne sois pas triste, parce que tu es pardonné, et tu le seras toujours. Personne ne te condamne, ne condamne personne. Va en paix, vis en paix".

- le laïc, c'est celui qui ne peut pas dire à un couple amoureux : "Je bénis votre amour. Tant qu'il dure, votre amour est sacrement de Dieu".

- le laïc, c'est celui qui n'a dans l'Église aucun pouvoir parce qu'on le lui a volé.

Ceux qui se sont appropriés tous les pouvoirs s'appellent des clercs, c'est-à-dire, "ceux qui sont élus". Ils étaient choisis par la communauté, mais ils se sont ensuite choisis eux-mêmes et ont dit : "Nous sommes les élus de Dieu".

Je ne suis pas laïc ni ne veux l'être, parce que je ne crois pas en une Église tripartite faite de religieux, de clercs et de laïcs, composée de chrétiens qui ont un certain rang et de chrétiens ordinaires, d'une classe dirigeante et d'une masse dirigée. Jésus n'a pas institué de classes, mais il les a toutes annulées. Et quiconque connaît quelque chose du Jésus historique ne pourra pas dire des "Douze" – qui ont été ensuite appelés les apôtres – que Jésus les a institués comme maîtres, et moins encore comme une classe dirigeante avec droit de succession. Tout au plus, et en bon juif qu'il était, il les a désignés comme l'image de l'Israël idéal des douze tribus, du peuple rassemblé de tous les exils, du peuple fraternel, libéré de tous les maîtres. (Et, en outre, que dire des "soixante-douze" que Jésus a aussi choisis et qu'il a envoyés pour annoncer qu'un autre monde est possible ? Comment se fait-il qu'ils n'aient pas eu de successeurs ? Cela a bien dû intéresser quelqu'un qu'ils n'en aient pas, peut-être pour que le pouvoir ne soit pas partagé). Jésus n'était pas prêtre, mais ce n'est pas pour autant qu'il a été considéré comme laïc et personne ne l'a appelé de ce nom. C'est un terme trompeur.

Il y a vingt ans que je vois les choses ainsi et que je le dis. Pourquoi donc n'ai-je pas abandonné plus tôt les vœux et le sacerdoce ? Simplement parce que j'étais assez heureux avec ce que je vivais et faisais, et je pensais que rien d'important ne change à cause de quelques vœux de plus ou quelques règles de moins. Et maintenant que, à cause des circonstances, j'abandonne les vœux et le sacerdoce, je continue à penser la même chose : que "laïc" est un terme clérical et que, dans l'Église de Jésus, il faut cesser de parler de clercs et de laïcs, c'est-à-dire qu'il faut dépasser radicalement le cléricalisme.

Parler de clercs et de laïcs dans l'Église est une tricherie par rapport au Nouveau Testament, parce que ces termes ne sont pas utilisés une seule fois, ni dans les évangiles, ni dans les lettres de Paul, ni dans aucun autre écrit du Nouveau Testament. On utilise bien le terme grec "laos" (peuple), d'où vient "laïc", mais le "laos" désigne toute l'Église, non une prétendue "base ecclésiale" informe et inculte. C'est l'Église toute entière que le Nouveau Testament appelle "peuple de Dieu" (1 P 2,9-10), et tous les croyants qu'il appelle "temple de Dieu" (1 P 2,5 ; 1 Co 3,16), "prêtres saints" (1 P 2,5), "élus" et surtout, "frères". Tous nous sommes le peuple, le temple, les prêtres, les élus, les frères ; nous le sommes sans aucune autre distinction que l'histoire mystérieuse de chacun avec ses dons et ses blessures.

Parler de clercs et de laïcs est aussi une supercherie par rapport aux premiers siècles de l'Église, car ces termes ne figurent pas dans la littérature chrétienne jusqu'au 3^e siècle. Pendant les deux premiers siècles, il n'y a pas eu de "laïcs" dans l'Église, parce qu'il n'existait pas encore de "clergé". L'Église s'est donc sacerdotalisée, s'est cléricalisée, et c'est ainsi qu'est apparu le laïcat, qui n'est rien d'autre que les restes de ce que le clergé a emporté. Il n'y aurait jamais eu de laïcs dans l'Église s'il n'y avait pas eu d'abord des clercs.

Plus près de nous encore, parler de clercs et de laïcs est une escroquerie au projet tracé par le Concile Vatican II qui, dans la Constitution *Lumen Gentium*, a inversé l'ordre traditionnel et a traité d'abord de l'Église comme peuple de Dieu et ensuite des ministères hiérarchiques. D'abord le peuple, ensuite les fonctions que le peuple considère comme opportunes. Les évêques, prêtres et diacres n'auraient jamais dû être constitués en "hiérarchie" (pouvoir sacré) ; ce ne sont que des fonctions qui viennent de la communauté et elles doivent être régies par elle. Ils ne représentent Dieu que s'ils représentent l'Église et non l'inverse.

Parler de clercs et de laïcs est, en définitive, une fraude envers Jésus, parce qu'il a rompu avec la logique et les mécanismes de ceux qui avaient trouvé refuge dans la Loi et le Temple et s'étaient érigés eux-mêmes comme propriétaires absolus de la vérité et du bien. Jésus leur dit : "Dieu ne veut pas cela. Dieu veut que nous réparions les blessures et que nous soyons frères". Et c'est pour cela qu'ils l'ont condamné.

Douze siècles plus tard est arrivé François, qui n'a jamais dit un mot contre l'ordre clérical ni n'a voulu le critiquer, mais qui, pour une autre puissante raison, en plus de son humilité, a refusé d'être clerc et, avec la douceur et la fermeté qui le caractérisaient, a empêché autant qu'il a pu que se reproduise dans sa fraternité la division entre clercs et laïcs. Et, quand il n'a plus pu l'empêcher, son corps et son âme ont été blessés et il est mort à 45 ans.

Un jour qu'il était descendu avec quelques frères dans un pauvre petit ermitage, ils reçurent la visite d'une dame importante qui leur a demandé de lui montrer la chapelle, la salle capitulaire, le réfectoire et le cloître. François et ses frères l'ont emmenée sur une colline proche et lui ont montré toute la surface de la terre qu'ils pouvaient apercevoir et ils lui ont dit : "Voici notre cloître, Madame". Comme pour dire : "Nous ne voulons être ni des moines ni des religieux ni des ermites, ni des clercs ni des laïcs.

C'est autre chose, Madame. Nous voulons vivre comme Jésus'.

Source de l'article : <http://www.paves-reseau.be/revue.php?id=925>

Source originale (en espagnol) : <http://www.atrio.org/2010/10/ni-clerigo-ni-laico/>

François d'Assise, signe du futur

Et pour continuer, à propos de sa passion pour François, José a choisi d'être franciscain. Tout dernièrement il écrivait ce merveilleux texte sur François d'Assise

Le 4 octobre c'est le jour de François d'Assise, le bienheureux Poverello. Je vais le fêter. J'aimerais que toi aussi, qui que tu sois, tu te souviennes de lui et tu t'en approches. Cela te fera du bien. Son image nous redonne la foi en ce que nous avons de meilleur en nous tel un fragile trésor, la foi en notre pauvre argile, en l'humanité, en la Terre, en la sainte matière, en ce pouvoir de la bonté pour transformer le monde.

Tout ce qu'il fut et enseigna se résume en un mot : *mon frère* ou *ma sœur*, car je suis sûr que le genre (masculin, féminin et toutes ses variantes et gammes, n'en déplaise à nos évêques) n'était pour lui ni exclusif ni excluant.

Il appelait toutes les personnes, toutes les créatures ses sœurs. Il les sentait comme ses sœurs et les faisait vivre en tant que telles. Il faut être très humble pour être si fraternel, si humain, et mettre du pardon là où il y a de l'offense, de l'amour là où il ya de la haine, de la vraie joie là où il ya de la tristesse. Il faut être pauvre de soi et croire en soi-même pour y parvenir.

Francisco s'y employa. Tous ses rêves de jeune médiéval aspirant à la grandeur, la richesse et le pouvoir se dissipèrent peu à peu, au fur et à mesure où il contemplait les yeux et le corps dénudé de Jésus, à la fois crucifié et lumineux, dans la pénombre de la chapelle de saint Damien, aux alentours d'Assise.

Et quand il regardait les visages et les corps couverts d'ulcères des lépreux, les plus humiliés de la société de cette époque, "au début – écrit-il dans son testament – il m'était très amer de les voir, mais j'eus pitié d'eux, et cette amertume se changea en douceur de l'âme et du corps." Le regard et le goût se transformèrent peu à peu. Jésus les conduisit aux lépreux et les lépreux le menèrent à Jésus.

C'est ainsi qu'il se retrouva lui-même. Et libre de lui-même, il put devenir frère de tous.

Cela arriva il y a 800 ans. À une époque cruciale de changements dans l'histoire de l'Europe, quand la société féodale des seigneurs et des vassaux prenait fin, au moment où villes et bourgs faisaient leur apparition, et les marchands bourgeois commençaient à s'imposer comme la nouvelle classe de seigneurs, c'est alors que François se rangea du côté des plus petits et des soumis.

Il rompit avec son père marchand et choisit d'appartenir à la classe des mineurs, de vivre avec eux et comme eux. Il appelait frère même le voleur et l'assassin, tellement il était convaincu que la violence des pauvres est principalement due à la violence institutionnelle qu'ils subissent, et que seule la révolution de la fraternité et de la tendresse pourraient vaincre la violence des uns et des autres.

C'est précisément ce dont nous parle la petite fleur dans l'épisode où François dompte "frère loup" qui tuait, simplement, parce que personne ne lui donnait à manger.

A une époque où l'institution ecclésiastique – cléricale, dogmatique, autoritaire – était corrompue par les richesses, mêlée à des conflits de pouvoir, pourvue d'une armée propre, obsédée par l'élimination de toutes les hérésies et de tous les hérétiques, obstinée dans ses croisades contre les perfides sarrasins, François rêva d'une Église fraternelle-sororale, au-delà de la vieille division, encore en vigueur de nos jours, entre ecclésiastiques et laïques. Une Église humble, pauvre et humaine, sœur. Une Église qui ne condamne personne et proclame la miséricorde au-dessus de tous les dogmes et les lois.

Il vouait une profonde vénération au clergé, spécialement aux prêtres les plus pauvres et ignorants, pour le pouvoir surnaturel qu'ils avaient reçu de pardonner les péchés et de rendre Jésus présent dans le pain et le vin. C'est ce qu'on lui avait appris et il y croyait. Mais quelque chose le faisait douter.

En fait, il ne voulut pas être prêtre, et au fond, cela n'était pas de sa part un geste d'humilité mais un refus inconscient – ou peut-être conscient ? – de ce modèle d'Église qui perdure. Il ne voulut pas non plus être moine, bien installé dans un monastère, au-dessus des petites gens. Il voulut être "frère mineur" de tous.

De même, il ne voulut, pour la même raison, fonder un nouvel Ordre, mais une fraternité de frères (et de sœurs !) mineur(e)s avec les mineurs de la société, traversant champs et villages, comme Jésus, sans couvents ni propriétés, sans pouvoir sur quiconque, troubadours de la paix.

Ce mouvement innovateur fut suivi par des multitudes, et tous admiraient et aimaient le Poverello, mais seule une poignée d'entre eux le suivit réellement. Les autres se constituèrent en un puissant Ordre clérical, ils retournèrent au passé.

Néanmoins, François, l'humble et bon frère mineur, est toujours là, nous montrant la voie du futur.

José Arregi,

Publié le 30 septembre 2018 et traduit par Edurne Alegria

Une Bibliographie de José Arregi



Ouvrage traduit en français

Jésus pour le monde d'aujourd'hui – Esquisses de christologie : l'Harmattan, mai 2014

Dans les bulletins de liaison NSAE

- Dieu au-delà de l'unité et de la dualité : BL n°31, p. 24
- Le cantique des cantiques des cantiques : BL n°30, p. 27
- Il est encore question de Dieu : BL n°27, p. 21
- Royaume de Dieu, Église et religion : BL n°22, p. 23
- Le souffle éthique de Jésus : BL n°19, p. 21

Dans la revue "Réseaux des Parvis"

- L'infini dans le texte : n°88, p. 30
- A Ekai avec regrets : n° 86-87, p. 36
- Fin ou mutation de la religion : n°84, p. 34
- L'année de Luther : n°80-81, p. 38
- Écoute Israël : n°65, p. 24
- Pouvons-nous espérer n°62, p. 29
- Une Église miséricordieuse : n°60, p. 28
- La foi, quelle foi ? : n°55, p. 29
- Les prophètes du 15 mars, les indignés : n°51, p. 27

Sur internet

José Arregi publie chaque mois un billet en espagnol sur son blog

<http://blogs.periodistadigital.com/jose-arregi.php/>

Des traductions en Français sont effectuées par l'équipe autour d'Hélène Dupont, diffusées par elle et reprises sur divers sites tels que <http://www.feadulta.com/es/> ou <https://nsae.fr>

<https://nsae.fr/2018/10/15/francois-dassise-signe-du-futur/>

<https://nsae.fr/2018/09/17/le-miroir-du-perou/>

<https://nsae.fr/2018/08/03/a-la-memoire-de-jose-maria-setien/>

<https://nsae.fr/2018/07/02/linfini-dans-le-texte/>

<https://nsae.fr/2018/06/23/le-langage-des-oiseaux/>

<https://nsae.fr/2018/06/12/lesprit-et-le-declin-des-religions/>

<https://nsae.fr/2018/06/02/reponds-israel/>

<https://nsae.fr/2018/05/03/avant-et-apres-la-fin-de-leta/>

<https://nsae.fr/2018/04/25/les-peurs-de-leglise/>

<https://nsae.fr/2018/02/22/dieu-au-dela-de-lunite-et-de-la-dualite/>

<https://nsae.fr/2018/02/07/le-pape-francois-reformer-leglise/>

<https://nsae.fr/2018/02/03/parce-quelle-est-femme/>

<https://nsae.fr/2017/12/23/caravane-pour-la-paix/>

<https://nsae.fr/2017/11/22/le-cantique-des-cantiques/>

<https://nsae.fr/2017/11/06/luther-prophete-heretique/>

<https://nsae.fr/2017/07/25/je-ne-crois-que-ce-que-je-vois/>

<https://nsae.fr/2017/07/09/fin-ou-mutation-de-la-religion/>

<https://nsae.fr/2017/05/16/la-paque-du-desarmement/>

<https://nsae.fr/2017/04/23/le-palmars-du-bonheur/>

<https://nsae.fr/2017/04/10/extraits-de-larticle-de-jose-arregi-une-spiritualite-pour-vivre-avec-ou-sans-religion/>

<https://nsae.fr/2017/04/04/spiritualite-transreligieuse/>

<https://nsae.fr/2017/03/28/spiritualite-pour-un-temps-nouveau/>

<https://nsae.fr/2018/03/27/la-maison-des-soins/>

<https://nsae.fr/2017/03/26/religion-et-apostasie/>

<https://nsae.fr/2017/03/16/le-bus-ultra-catholique/>

<https://nsae.fr/2017/02/02/lunite-des-chretiens-quelle-unite/>

<https://nsae.fr/2017/01/18/sois-heureux/>

<https://nsae.fr/2016/12/27/letoile/>

<https://nsae.fr/2016/12/13/je-reve-que-le-pape-se-leve-et-dise/>

<https://nsae.fr/2016/11/29/lannee-de-luther/>

<https://nsae.fr/2016/06/02/fete-dieu/>

<https://nsae.fr/2016/04/22/il-est-encore-question-de-dieu/>

<https://nsae.fr/2016/04/06/ressusciter/>

<https://nsae.fr/2016/03/28/aux-lesbiennes-gais-transsexuelles-et-bisexuelles/>

<https://nsae.fr/2016/02/17/la-mort-heureuse/>

<https://nsae.fr/2015/12/28/le-visage-de-la-misericorde/>

<https://nsae.fr/2015/10/26/message-du-pape-apres-le-synode/>

<https://nsae.fr/2015/10/08/fioretti-petites-fleurs-de-saint-francois/>

<https://nsae.fr/2015/05/20/amour-homosexuel/>

<https://nsae.fr/2014/11/21/un-synode-pour-ca/>

<https://nsae.fr/2014/08/14/ecoute-israel/>

<https://nsae.fr/2013/11/14/lettre-ouverte-au-pape-francois-sur-la-famille/>

<https://nsae.fr/2013/05/09/du-pain-et-du-vin-en-memoire-de-jesus/>

<https://nsae.fr/2012/12/16/royaume-de-dieu-eglise-religion/> (AG Partenia 31)

<https://nsae.fr/2011/11/18/le2%80%99ethique-mondiale-comprise-a-partir-du-christianisme/> (Conférence d'avril 2011 à Barcelone)

Après avoir choisi le thème de l'Assemblée Générale, il nous a semblé intéressant de transmettre plusieurs documents provenant d'origines diverses, susceptibles de documenter et d'accompagner notre réflexion.

L'Église va-t-elle vers une nouvelle vie ? **par Ilia Delio**

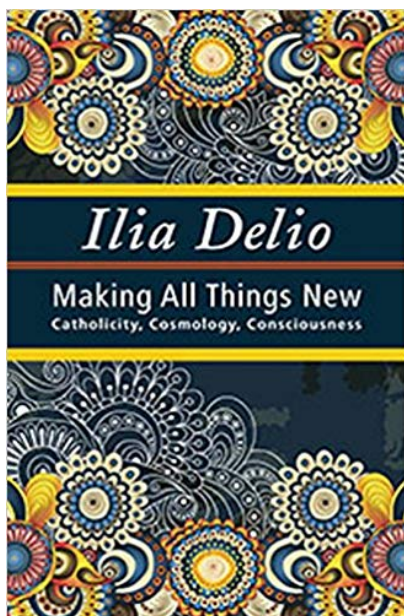
Ce long article, de la religieuse américaine Ilia Delio [1] mérite une attention particulière. Nous connaissons la qualité, la profondeur, la richesse des réflexions, analyses, engagements des religieuses américaines.

Ilia Delio montre que les règles, l'ordre fixe, les formules dogmatiques, les lois inflexibles, le patriarcat, l'autorité et l'obéissance sous peine de jugement et de mort ont rendu l'Église imperméable à l'évolution et à l'inter-connectivité radicale qui caractérise tous les niveaux de la nature. Un système institutionnel fermé dans un monde en évolution est appelé à disparaître, à moins que de nouvelles énergies puissent être introduites dans le système ou que le système lui-même subisse une transformation radicale en un système ouvert.

Les révélations récentes d'abus sexuels dans l'Église catholique et l'ampleur de la dépravation rapportée dans les nouvelles sont symptomatiques d'une Église en crise. Le pape ne peut plus se limiter à publier des excuses publiques, et aucun groupe se contenter de réfléchir à ce qui s'est passé en publiant des déclarations d'opinion.

L'Église a un problème structurel profond, entièrement lié aux principes métaphysiques et philosophiques antiques, sans parler de la politique impériale, qui exige à ce stade soit de prendre la décision radicale d'une nouvelle structure ecclésiale, soit d'accepter la possibilité d'un schisme majeur.

L'Église solide comme le roc a écrasé les âmes humaines et détourné l'autorité en tromperie. Le centrage sur le Christ dominé par les mâles ne tient plus et il n'y a tout simplement pas de solution ou de mots reconfortants pouvant apaiser les dommages considérables causés à des vies humaines fragiles au cours des dernières décennies. Les preuves des abus mis en lumière dans l'Église catholique sont tout simplement insondables.



Il y a quelque chose de profondément intransigeant dans la structure de l'Église. Ce ne sont pas les structures de l'Église qui ont causé les abus, mais elles ont masqué les prédateurs qui se cachent en tant que prêtres dans un système fermé d'élite cléricale.

La résurgence des abus montre quelque chose qui ne va pas, voire s'enracine dans la culture de l'Église. "Culture" est un terme complexe qui englobe l'ensemble des significations et des valeurs opératoires. La culture ecclésiale est basée sur les principes opératoires de la hiérarchie, du patriarcat, du carriérisme et de la notion de triste notoriété de consécration sacerdotale comme "apportant un changement ontologique" [2].

L'ordre hiérarchique montant du prêtre jusqu'au pape a entraîné l'obéissance dans la quête d'une position plus élevée sur l'échelle du succès ecclésiastique. Le cléralisme est le type d'une échelle d'ascension dans une entreprise et n'est pas différent de la quête du pouvoir dans le monde des grandes entreprises. Aussi bien le pouvoir dans les entreprises que le pouvoir ecclésial sont marqués

par le mâle dominant qui évolue de façon semblable à celle du chasseur "aux dents et aux griffes rouges" ; le prêtre-chasseur peut être habilement trompeur pour atteindre le but recherché.

Comment en est-on arrivés là ? Si l'Église est fondée sur la Bonne Nouvelle de Jésus-Christ, comment est-elle devenue aussi déconnectée du prédicateur itinérant de Nazareth ?

La structure concerne les relations ; et les types de relations qui composent la structure de l'Église sont basés sur des notions philosophiques dépassées concernant la nature, le genre et la personnalité. Les structures ne causent pas elles-mêmes des abus, mais elles peuvent encourager et / ou dissimuler la maladie mentale, les prédateurs et les criminels déguisés en prêtres.

Le déguisement est en fait intégré dans le dysfonctionnement de la structure elle-même. La culture d'abus "ne questionnez pas, ne racontez pas" dans les forces armées s'applique également à l'Église institutionnelle. Celui qui est enfermé dans la forteresse de supériorité ontologique que lui a conférée la consécration sacerdotale peut effectivement vivre une double vie dans la mesure où son cerveau peut se dissocier cognitivement entre comportement abusif et fonction sacerdotale.

Le cerveau dissociatif n'est pas tout à fait schizophrène ou un cerveau divisé, mais il est en réalité plus trompeur, car il peut capturer certaines idées et les répéter (comme la notion qu'un comportement abusif est normal) en opérant à un niveau externe du ministère sacerdotal.

Le comportement dissociatif est renforcé par certains principes philosophiques intégrés dans la structure de l'Église et auxquels on s'est accroché avec ténacité tout au long des siècles. On peut distinguer en particulier deux principes : premièrement, l'idée de « **l'ontologie de l'être supérieur** », c'est-à-dire que le prêtre est plus élevé et plus proche de Dieu en vertu de la consécration sacerdotale et, en second lieu, **la supériorité de l'esprit sur la matière**.

Ces notions erronées proviennent de la manière dont la hiérarchie s'est développée dans l'Église. La structure hiérarchique qui définit actuellement l'Église peut être datée du cinquième siècle lorsque l'écrivain mystique le Pseudo-Denis a composé son traité sur la Hiérarchie ecclésiastique.

Denis a introduit le terme "hiérarchie" pour évoquer l'ordre sacré parmi les nombreuses catégories de personnes qui composent l'Église. La notion dionysienne de la hiérarchie était censée refléter les nombreuses façons dont Dieu brille à travers la création, mais le terme fut corrompu au Moyen Âge par Guillaume de Saint Amour qui utilisa la hiérarchie dionysienne pour s'opposer à ce que les frères franciscains deviennent professeurs à l'Université de Paris – rôle qui, selon Guillaume, appartenait aux membres du clergé et non à ceux des ordres religieux.

D'où la notion de hiérarchie en tant qu'échelle de distinctions ontologiques (par exemple, les prêtres sont des êtres supérieurs aux laïcs), construction médiévale qui s'est enracinée dans l'esprit des laïcs.

Un deuxième défaut philosophique est la notion platonicienne du corps inférieur à la vie de l'esprit, donnant lieu à plusieurs idées abominables, y compris la notion que les femmes sont intellectuellement inférieures aux hommes et la source du péché ; que le sexe et la sexualité sont des caractères inférieurs de la personne humaine et doivent être étroitement surveillés, car ils peuvent facilement conduire au péché ; et que le corps corruptible doit être discipliné et soumis à l'esprit.

David Noble [3] fournit des preuves historiques convaincantes à l'appui de sa thèse selon laquelle le but principal du christianisme, comme de la technologie, est de restaurer le mâle déchu Adam dans sa ressemblance divine.

Sa thèse repose sur le mythe selon lequel Adam a été créé avant Ève et a donc reçu le souffle de la vie directement de Dieu ; donc Adam est la véritable image de Dieu et Ève n'est qu'une faible imitation. Ève est la raison pour laquelle Adam a perdu sa ressemblance divine avec son immortalité, sa part dans la connaissance divine et sa domination divinement ordonnée sur la nature (la "chute").

Ève étant le problème, elle ne peut pas faire partie de la solution. Au neuvième siècle, John Scotus Eri-gena affirmait qu'à la résurrection, le sexe serait aboli et la nature deviendrait unique, celle de l'homme – comme s'il n'avait jamais péché.

Ce n'est un secret pour personne que même les meilleurs théologiens médiévaux, tels que Thomas d'Aquin et Bonaventure, ont estimé que les femmes n'avaient pas des intellects pleinement formés, une idée qui remonte à la philosophie d'Aristote.

Il est regrettable que le pape Léon XIII, dans son encyclique *Æterni Patris* de 1879, ait marié l'Église à la théologie de Thomas d'Aquin, faisant ainsi de la théologie de Thomas la théologie officielle de l'Église catholique. Ce faisant, l'Église a adopté le cadre métaphysique thomiste-aristotélicien fondé sur la matière et la forme, la substance et l'essence.

Thomas d'Aquin était un théologien brillant du 13^e siècle qui a apporté à l'Église un vaste corpus d'idées théologiques. Cependant, en faisant de sa doctrine un enseignement officiel, **l'Église a fait la sourde oreille à la science moderne et à d'autres idées théologiques**, telles que la notion de primauté du Christ formulée par le théologien franciscain Duns Scot [4].

Bien que l'Église catholique ait soutenu la science moderne, reflétée par l'Académie pontificale des sciences du Vatican, elle n'a pas adopté les principaux changements scientifiques de la biologie moderne, de l'évolution ou de la physique quantique, bien que ces domaines soient des piliers de la science moderne. En conséquence, la théologie officielle de l'Église est basée sur l'ancienne cosmologie de Ptolémée et la synthèse métaphysique thomiste-aristotélicienne médiévale.

Même le rapport le plus récent de la Commission théologique internationale omet entièrement la science dans la tâche de la théologie. En conséquence, les fondements de la théologie restent en décalage avec la nature ; sa compréhension de la personne humaine est dépassée à bien des égards ; et les doctrines fondamentales de la création, du salut et de la rédemption sont basées sur des principes cosmologiques dépassés.

Malgré le passage au sujet historique dans Vatican II, le cadre cosmologique de la théologie catholique officielle est l'univers ptoléméen pré-copernicien et géocentrique. Il n'est pas surprenant que le cosmos ptoléméen se soit bien mélangé avec l'univers de Newton, permettant à l'Église de conserver un cadre statique inerte de substance et de forme.

Barbara Taylor Brown, qui est prêtre épiscopaliennne, compare l'Église institutionnelle au monde de Newton, une vaste machine composée de parties et obéissant à des lois fondamentales – un monde, indique-t-elle, qui peut être facilement contrôlé et manipulé. Elle écrit dans son livre [5] :

"Les êtres humains ont été tellement charmés par l'illusion du contrôle que proposait la métaphore de Newton, que nous commençons à nous voir comme des machines. Croyant que Newton nous a dit la vérité sur le fonctionnement du monde, nous avons modelé nos institutions sur des principes de mécanique. Vous êtes vous et je suis moi. Si chacun de nous fait sa part, alors la grande machine doit continuer à tourner. Si une pièce tombe en panne, elle peut toujours être retirée, nettoyée, fixée et remplacée. Après tout, il n'y a pas de mystère dans une machine. Selon le manuel d'instructions de Newton, c'est parfaitement prévisible. Si quelque chose ne fonctionne plus, tout mécanicien raisonnablement compétent devrait être en mesure de localiser la pièce défectueuse et de rétablir les choses. Notre "vision de Dieu" en est venue à ressembler à notre vision du monde. Au cours de ce siècle, une grande partie de notre théologie pratique est également devenue mécanique et atomiste. Entrez dans de nombreuses églises et vous entendrez parler de Dieu comme d'un être qui se comporte presque de manière aussi prévisible que l'univers de Newton. Dites que vous croyez en Dieu et vous serez sauvés. Vous péchez contre Dieu et vous serez condamnés. Dites que vous êtes désolés et vous serez pardonnés. Obéissez à la loi et vous serez bénis (p. 38-39).

Le monde de Newton était un système fermé. Un système fermé considère les organisations comme relativement indépendantes des influences environnementales ; les problèmes sont résolus en interne sans tenir compte de l'environnement externe. Sans nouvel apport d'énergie, un système fermé finira par s'user et se dissiper.

Les systèmes ouverts, quant à eux, peuvent migrer vers de nouveaux modèles de comportement, car le système interagit avec l'environnement. Les systèmes fermés sont rigides et largement impénétrables, tandis que les systèmes ouverts sont chaotiques et loin de l'équilibre.

L'Église est un système fermé. Les règles, l'ordre fixe, les formules dogmatiques, les lois inflexibles, le patriarcat, l'autorité et l'obéissance sous peine de jugement et de mort **ont rendu l'Église imperméable à l'évolution** et à l'inter-connectivité radicale qui caractérise tous les niveaux de la nature. Un système institutionnel fermé dans un monde en évolution est appelé à disparaître à moins que de nouvelles énergies puissent être introduites dans le système ou que le système lui-même subisse une transformation radicale en un système ouvert.

Le tournant décisif pour l'éloignement de l'Église de la science peut être marqué par l'affaire Galilée en 1633 lorsque le cardinal Bellarmin a rejeté la confirmation du système héliocentrique de Copernic par Galilée, déclarant que l'acceptation de l'héliocentrisme était contraire à l'Écriture. Bien que le pape Jean-Paul II ait présenté ses excuses au nom de Galilée en 1984, au milieu du XX^e siècle, l'Église n'a pas accepté que la cosmologie du Big Bang ou l'évolution soient fondamentales pour faire de la théologie.

Alfred North Whitehead écrivait en 1925 : « Quand on considère ce que la religion est pour l'humanité et ce qu'est la science, il n'est pas exagéré de dire que le cours futur de l'histoire dépendra de la décision de cette génération sur leurs interrelations. Ralph Burhoe, le visionnaire de la revue *Zygon : Journal of Science and Religion*, a déclaré que les découvertes de la science du 20^e siècle, nées de l'esprit créatif en quête de compréhension, ont largement dépassé les anciens mythes des religions du monde, "conduisant partout à faire perdre leur crédibilité ou la foi dans les modèles ou les mythes formulés dans les religions traditionnelles." Il a écrit que si les religions devaient être régénérées, elles devraient être crédibles en termes de cet âge de la science, un point très en accord avec la vision du père jésuite Pierre Teilhard de Chardin.

Pouvons-nous reconstruire ?

Bien que **réconcilier la science et la religion** puisse sembler pédant et marginal face à la crise de la maltraitance, c'est peut-être l'œuvre la plus fondamentale qui se présente à l'Église et au monde aujourd'hui. Si l'on ne fait pas de la science et de la religion une nouvelle relation d'intégration, il n'y a pas de base réelle sur laquelle construire une nouvelle compréhension philosophique des vérités théologiques ou de la personne humaine.

Toutes les excuses du monde et tous les exposés d'opinion soigneusement rédigés ne changeront rien à la "toxicomanie" qui caractérise l'Église. Si les niveaux fondamentaux de conscience ne changent pas, nous ne pouvons pas faire advenir une nouvelle réalité.

À cet égard, la théologie universitaire est autant responsable de la crise de la maltraitance que la hiérarchie elle-même, dans la mesure où la théologie académique catholique perpétue une ontologie de substance et reste essentiellement ancrée dans les philosophies et les cosmologies anciennes.

Dans les départements de théologie, on peut enseigner un domaine d'intérêt particulier dans le domaine des sciences et de la religion, mais la science et la religion ne sont pas nécessaires pour faire de la théologie au 21^e siècle. Et le champ académique "science et religion" n'a pas non plus impacté la pédagogie ni de la science ni de la religion.

Teilhard de Chardin a insisté sur le fait que les changements philosophiques induits par la physique et la biologie modernes exigent des changements conceptuels et pédagogiques dans la science et la religion. "**L'évolution est une condition générale**, écrivait-il, à laquelle toutes les théories, toutes les hypothèses, tous les systèmes doivent désormais se soumettre et satisfaire pour être concevables et véridiques."

La science a grandement modifié notre compréhension de la nature, y compris la nature humaine, la nature biologique et la nature physique, de sorte que chaque aspect de la doctrine théologique doit être réévalué à la lumière de l'évolution et de la physique moderne. Chaque programme de séminaire

devrait inclure la cosmologie du Big Bang, l'évolution, la physique quantique, la neuroscience, la psychologie des profondeurs et la pensée systémique.

L'intégration de la science dans l'enseignement du séminaire n'empêchera pas les auteurs d'abus, mais avec le temps, la formation de nouveaux systèmes structurels plus compatibles avec la nature en tant que systèmes interdépendants coopératifs, pourrait permettre que la transparence, l'interdépendance et la responsabilité soient plus grandes.

Accepter la science moderne dans le cadre de l'éducation théologique et du développement de la doctrine de l'Église, c'est reconnaître la pleine inclusion des femmes dans la communauté de la vie biologique. L'incapacité à accepter les femmes en tant qu'êtres intellectuels pleinement compétents a constitué une véritable pierre d'achoppement pour l'Église et, à notre époque postmoderne, l'exclusion des femmes de toutes les formes de leadership et de service n'est plus acceptable.

La réorganisation du système ainsi que l'éducation théologique scientifiquement documentée doivent inclure les femmes à tous les niveaux de formation. Il n'y a pas d'argument théologique adéquat pour exclure les femmes des ordres sacrés. Par ailleurs, l'ordination de femmes prêtres aiderait à signifier l'inclusivité de l'Église en tant que communauté ou du moins empêcher que se réalise dans l'Église la finale des *Anges et Démons* de Dan Brown, c'est-à-dire la destruction totale.

Vers un nouvel avenir ?

L'Église a besoin d'une nouvelle direction, qui ne pointe pas vers le haut, mais vers l'avant, pas vers le "ciel au-dessus", mais vers un nouvel avenir de relations saines. Beatrice Bruteau décrit un changement de conscience d'un paradigme de domination à ce qu'elle appelle un paradigme du "Jeudi Saint", **marqué par la mutualité, le service et l'amour chrétien**. Être "en Christ", écrit-elle, "*c'est entrer dans le Jeudi Saint en faisant l'expérience de la mort et de la résurrection, laisser mourir un vieux mode de conscience et voir naître un nouveau. C'est abandonner la pensée de soi en catégories et abstractions et se voir comme un centre transcendant d'énergie qui vit en Dieu et chez ses proches – parce que c'est là que vit le Christ, en Dieu et en nous.*"

Nous, êtres humains fragiles et vulnérables, sommes des "co-créateurs coopératifs" et cela fait une différence dans la façon dont nous vivons nos vies. Les nouvelles choquantes de la crise des abus écrasent nos cœurs, mais le cœur de Dieu est également brisé ; le corps de Christ est crucifié encore et encore, car lorsqu'un membre est maltraité, tout le corps est maltraité.

Mais notre foi doit rester inébranlable. Le Christ est ressuscité des morts. Le dernier mot n'est pas la mort, mais la vie. Nous nous relèverons de ces cendres, mais nous ne pouvons pas rester immobiles ni faire demi-tour. Nos mains sont maintenant mises à la charrue et nous devons forger une nouvelle voie. **L'Église naîtra de nouveau, car Dieu fait des choses nouvelles.**

Notes :

[1] Ilia Delio, membre des Franciscan Sisters de Washington, D.C., est titulaire de la chaire Josephine C. Connelly en théologie à l'Université Villanova. Elle est l'auteur de 16 livres, dont *Making All Things New : Catholicity, Cosmology and Consciousness* (Orbis Books 2015) et rédactrice en chef de la série *Catholicity in a Evolving Universe*.]

[2] i.e. « de l'être en soi »

[3] *The Religion of Technology* et *A World Without Women*

[4] [http://www.franciscans.org.uk/userfiles/pdf/Franciscan January 2006/Articles/The Theology of John Duns Scotus.pdf](http://www.franciscans.org.uk/userfiles/pdf/Franciscan%20January%202006/Articles/The%20Theology%20of%20John%20Duns%20Scotus.pdf)

[5] *The Luminous Web: Essays on Science and Religion*

Source : https://www.globalsistersreport.org/column/spirituality/new-life-ahead-church-55350?utm_source=PANTHEON_STRIPPED&utm_campaign=PANTHEON_STRIPPED&utm_medium=PANTHEON_STRIPPED

Traduction : Lucienne Gouguenheim

"C'est tout le système clérical qu'il faut déconstruire"

Interview de Danièle Hervieu-Léger* par Olivier Pascal-Mousselard**

Si elle veut survivre aux affaires de pédophilie, l'Église catholique doit se réformer, nous dit la sociologue Danièle Hervieu-Léger. En renonçant au contrôle de la sexualité des croyants par les prêtres, et en prenant acte de l'émancipation des femmes.

Le malaise est terrible, mais tout le monde n'a pas saisi la gravité du mal. Le malaise, c'est le silence coupable, l'embarras compassé, la défense maladroite de l'Église catholique de France depuis que le scandale de la pédophilie a éclaté. Demander pardon ne signifie pas qu'on a compris l'enfer que les victimes avaient traversé — qu'elles traversent encore. Après la dissimulation, après le déni, viennent la prise de conscience et surtout l'écoute — enfin — des hommes et des femmes abusés, que les évêques de France ont accueillis en assemblée plénière, à Lourdes. Viendra ensuite, comme aux États-Unis, le temps des réparations.

Pourtant, le scandale de la pédophilie, dont on ne connaît d'ailleurs pas l'ampleur exacte dans notre pays, ne résume pas toute la crise de l'Église catholique, affirme la sociologue Danièle Hervieu-Léger, directrice d'études honoraire à l'École des hautes études en sciences sociales. Elle touche le catholicisme en son cœur. Et plonge ses racines dans des choix « stratégiques » auxquels l'Église est arrimée depuis le XIX^e siècle, et avec lesquels (ou à cause desquels) elle s'étiole depuis des décennies. Si elle ne se décide pas, rapidement, à regarder en face la gravité du mal qui la ronge et à faire preuve d'audace, l'institution pourrait bien mourir avec ses idées — et laisser ses fidèles en plan.

Quelle est l'intensité de la crise que traverse l'Église catholique ?

Elle est gravissime. D'une ampleur comparable, selon moi, à celle qui a donné lieu à la Réforme, au XVI^e siècle, ou à celle qu'a induite la Constitution civile du clergé en 1790. Pour la comprendre, il faut la replacer dans la durée, remonter au XIX^e siècle et à la confrontation de l'Église avec le bouleversement que constitue, à la Révolution, l'affirmation du droit des individus à l'autonomie, qui est le cœur de notre modernité.

Celle-ci s'est imposée d'abord sur le terrain politique. Cette modernité à laquelle se heurte alors l'Église, c'est la reconnaissance de l'autonomie des citoyens, qui fait échapper la société à la régie de la religion. Or cette revendication d'autonomie n'a pas cessé de s'élargir et elle embrasse aujourd'hui la sphère de l'intime aussi bien que la vie morale et spirituelle des hommes et des femmes qui, sans cesser d'ailleurs nécessairement d'être croyants, récusent la légitimité de l'Église à dire la norme dans des registres qui ne relèvent que de leur conscience personnelle.

Le christianisme n'est pourtant pas étranger à cette quête d'autonomie ?

En effet, en universalisant et en individualisant la problématique juive de l'alliance — celle d'un Dieu qui offre un salut auquel le peuple a la liberté de répondre « oui » ou « non » —, le christianisme affirme cette liberté du sujet croyant, que la Réforme poussera dans sa logique en supprimant les médiations institutionnelles entre Dieu et l'homme. La tension entre cette liberté spirituelle et l'ordre dogmatique et disciplinaire imposé aux fidèles traverse l'histoire de l'Église. Mais cet ordre lui-même a été radicalement mis en cause par la reconnaissance moderne des autonomies individuelles, sur laquelle l'expérience chrétienne elle-même s'est progressivement alignée. Aujourd'hui, le fossé culturel est béant entre la société contemporaine et une Église qui reste arrimée, par-delà le concile Vatican II (1962-1965), à un régime normatif et hiérarchique étranger à cette révolution de l'individu.

Comment l'Église réagit-elle à cet éloignement au XIX^e siècle ?

Dans la première partie du siècle, elle pense réversible le cours de l'Histoire. L'ordre nouveau issu de la Révolution n'est pas stabilisé et elle s'engage intensément en vue de la reconquête théologico-politique. Plus la partie apparaît perdue, plus elle se constitue en une « forteresse assiégée » dressée contre la modernité. Refoulée de la sphère politique, elle renforce son dispositif d'emprise en direction de la sphère privée, en transposant sur le terrain des mœurs et des mentalités les anathèmes portés sur les « erreurs fatales » de la démocratie et du libéralisme politique. La famille devient le lieu par excellence de son emprise normative, avec une obsession croissante pour le contrôle de la sexualité des fidèles, principalement à travers la confession.

Avant le XIX^e siècle, l'Église ne s'intéressait pas à la famille ?

Si, bien sûr, et le droit ecclésiastique du mariage constitué bien en amont a d'ailleurs longtemps imprégné en profondeur le droit civil lui-même. Mais pendant des siècles, la réalité familiale n'a pas eu grand-chose à voir avec la famille conjugale — papa, maman et les enfants — qu'on célèbre volontiers aujourd'hui comme la forme « naturelle » et intemporelle de toute famille. Avec la mortalité infantile, la mort des femmes en couches, la fréquence des remariages, la cohabitation des générations, le placement des enfants, etc., le paysage familial était des plus mouvants. Le XIX^e siècle est le siècle où s'invente le modèle familial que nous connaissons : celui de la famille bourgeoise centrée sur le couple et sa progéniture. C'est sur cette cellule familiale, érigée en « cellule d'Église », que l'Église va concentrer massivement ses efforts de contrôle.

Comment s'y prend-elle

À travers le contrôle du corps des femmes d'une part, et la magnification de la figure du prêtre comme homme du sacré, d'autre part. Après la Réforme, le concile de Trente (1545-1563) avait puissamment renforcé le statut du prêtre, « mis à part » pour la gestion exclusive des biens de salut. L'emphase portée sur l'élection divine du prêtre, dont la vocation est appelée à se développer comme un « germe » à l'abri du monde dans le milieu fermé des séminaires, triomphe au XIX^e siècle, « siècle des curés ». Face à un peuple de fidèles sans aucun pouvoir au sein de l'institution, s'impose la figure d'un prêtre porteur de tous les attributs du sacré, qui est aussi, sur le terrain de la famille, le héros de la grande bataille de l'Église contre la sécularité du monde.

Vous évoquiez le « deuxième pivot » du dispositif : le corps des femmes...

L'Église a mis en place un idéal du couple et de la famille aligné sur le modèle de la Sainte Famille, récapitulant à la fois la soumission au Dieu-Père (avec la figure du *pater familias*), l'absolu du dévouement maternel, et la préservation parfaite de la pureté. Dans la poursuite de cet idéal, le prêtre est chargé d'exercer un contrôle quasiment direct sur le corps des femmes. Pourquoi elles ? Parce que les hommes sont moins pratiquants que les femmes, parce que la transmission religieuse se fait essentiellement par les mères, et parce que celles-ci font naître de futurs prêtres. L'obligation faite aux prêtres (sous peine de grave manquement) d'interroger les pénitents en confession sur la conformité de leurs pratiques sexuelles concerne principalement les pénitentes... Ce rappel de l'histoire est indispensable, selon moi, pour comprendre la crise actuelle de l'Église.

Pourquoi ?

Parce que l'on a connu, avec les deux Guerres et surtout depuis les années 1960-1970, une révolution complète de la famille : le modèle patriarcal et hiérarchique du XIX^e siècle a été submergé par la montée de la « famille relationnelle » ou « horizontale », au sein de laquelle priment, sur un mode contractuel, les relations entre individus. La reconnaissance de l'égalité des femmes et de leur droit à disposer de leur propre corps a sapé le bastion familial sur lequel l'Église ancrant son effort d'emprise sur la société. L'Église a été, si j'ose dire, « lâchée par la famille ».

L'acclimatation paisible du mariage entre personnes de même sexe, à laquelle l'Église s'est violemment opposée, achève ce décrochage. Ses positions officielles sur la contraception, ou sur la procréation médicalement assistée interdite — au nom d'une « nature » réduite à la biologie — même aux couples hétérosexuels mariés, sont incomprises, et évidemment contournées, par ses propres fidèles. Dans ces combats illisibles, l'Église a perdu une part substantielle de son crédit. Les scandales liés aux affaires de pédophilie marquent une nouvelle et dramatique étape, en déconsidérant, chez les fidèles eux-mêmes, le caractère sacré attaché à la personne du prêtre.

Quelle était la formation des prêtres sur les questions touchant à la sexualité ?

Jusqu'au milieu du XX^e, dans le monde clos des séminaires, la question des implications vécues du célibat était un point aveugle. La sexualité du prêtre était exclusivement envisagée sous l'angle de la tentation, qu'un « bon prêtre » qui prie beaucoup et se mortifie parviendra à éviter. Des consignes de prudence étaient transmises en matière de rapports avec les femmes, mais pour le reste, le silence régnait. À partir des années 1960, du fait notamment du nombre montant des prêtres abandonnant le sacerdoce, ces questions ont été peu à peu introduites dans la formation par le biais de la psychologie, mais non sans réticences, la question de l'homosexualité restant la plupart du temps un trou noir. L'institution n'ignore pas que le simple fait de poser ces questions menace d'explosion tout le dispositif de la « mise à part » du prêtre.

Pourquoi ?

Parce que le coût de la « mise à part » est devenu plus lourd à porter. Le futur prêtre qui entre aujourd'hui en formation participe d'une culture postchrétienne au sein de laquelle l'évidence sociale de son statut s'est considérablement réduite. Il sait que les bénéfices symboliques attachés à ses renoncements seront faibles, que sa situation économique sera médiocre et ses conditions de travail pastoral désastreuses, souvent dans l'isolement. Il sait qu'il sera la plupart du temps perçu non pas comme un virtuose de la foi, mais comme le dernier des Mohicans. La prêtrise est devenue une position sociale largement disqualifiée, que les affaires de pédophilie fragilisent aujourd'hui dramatiquement.

L'Église a-t-elle pris la mesure de ce scandale ?

Son aveuglement durable s'explique par ce que je viens de décrire. En faisant du prêtre une figure idéale dans laquelle toutes les contradictions humaines pouvaient être résorbées par la prière et la mortification, l'Église se protégeait assez bien contre les défaillances de certains : ramenés à de simples « dérives individuelles », ces comportements n'étaient pas censés compromettre l'ensemble de l'institution. Et cela d'autant moins que la sacralité qui leur restait conférée par-delà ces manquements rendait intouchables les prêtres concernés, y compris aux yeux de parents de victimes souvent dans le déni.

Cette attitude a laissé livrés à eux-mêmes les enfants abusés, mais aussi les prêtres les plus fragiles psychologiquement. On s'étonne, évidemment, de la durée de ce silence coupable. Mais ceux qui assuraient la régulation du système étaient incapables de mesurer l'enjeu, persuadés — non sans raison d'ailleurs ! — que si l'on brisait le silence, on ébranlerait les fondements mêmes de l'autorité cléricale, et donc l'Église elle-même. Ils n'étaient pas — ils ne sont toujours pas, pour un certain nombre d'entre eux — prêts à prendre ce risque. Ils sont aujourd'hui soumis à un cataclysme.

Pourquoi, sur le scandale de la pédophilie, la France a-t-elle semblé à la traîne par rapport à d'autres pays ?

Sans doute parce que la culture du secret, que nourrit l'idée selon laquelle la sainteté de l'institution absorbe le péché de ses ministres, y est redoublée par l'inhibition particulière que crée, au sein de l'institution, le souci de ne pas ébranler l'équilibre péniblement atteint dans ses relations avec une société qui prend feu dès que l'Église est concernée. Dès qu'on touche à l'Église dans notre pays, on

réactive la guerre des deux France. Sans doute aussi parce que la Conférence épiscopale est profondément divisée sur ces questions, comme sur beaucoup d'autres.

Elle vient cependant de se résoudre, sous la pression, à la création d'une commission d'enquête indépendante. C'est un pas en avant. À condition que celle-ci soit véritablement indépendante et ait un accès parfaitement libre à l'ensemble des archives, dans tous les diocèses sans exception. On sait que ce ne fut pas le cas en Allemagne, par exemple. Mais si la création de cette commission marque une étape dans le dossier de la pédophilie, il n'est pas certain que l'Église s'affronte aux causes structurelles de la crise.

Comment peut-elle sortir de cette crise ?

Le « système clérical », auquel on impute désormais les dérives gravissimes qui explosent au grand jour, n'est pas réformable. Or c'est ce système même qu'il faut déconstruire si l'on veut inventer, si c'est possible, une autre manière de faire Église. Celle-ci ne peut plus séparer la redéfinition radicale du sacerdoce comme service de la communauté et la reconnaissance pleine et entière de l'égalité des femmes dans toutes les dimensions, y compris sacramentaires, de la vie de l'Église.

L'invitation faite aux prêtres d'être proches de leurs ouailles, la place faite à quelques femmes dans les instances du pouvoir, et même l'ouverture de l'ordination à quelques hommes mariés dûment sélectionnés ne conjureront pas le désastre. La question qui est sur la table est celle du sacerdoce de tous les laïcs, hommes et femmes, mariés ou célibataires selon leur choix. Une seule chose est sûre : la révolution sera globale ou elle ne sera pas, et elle passe par une refondation complète du régime du pouvoir dans l'institution.

Reste le message spirituel de l'Église...

Sans doute, mais transmis par qui ? Depuis 1959, il meurt chaque année en France plus de prêtres qu'on n'en ordonne. Crevons l'abcès : sur le plan des effectifs, le corps sacerdotal est en voie d'extinction. Hors des grandes villes, les paroisses sont couramment des coquilles vides, où des prêtres s'épuisent en enchaînant au kilomètre messes et enterrements ! L'Église de France ne pourra pas indéfiniment faire appel à des prêtres africains ou polonais pour compenser l'effondrement des vocations. La sociabilité catholique repose aujourd'hui massivement sur la générosité de femmes laïques qui prennent en charge le catéchisme, la préparation au mariage ou au baptême, tout ce qui engage centralement la transmission chrétienne. Qu'elles s'arrêtent de travailler et le catholicisme en France s'effondre. Or on sait déjà que leur relève est des plus problématique.

Alors, quelle Église pour demain ? Le théologien Karl Rahner l'écrivait déjà en 1954, avec un sens aigu de la prémonition : face au risque de voir se constituer un « catholicisme de ghetto », il va falloir inventer, disait-il, un « catholicisme de diaspora ». Une telle mutation « diasporique » suggère une autorité ecclésiale capable d'accompagner la prise en charge des communautés par elles-mêmes, dans les conditions culturelles spécifiques des sociétés où elles sont implantées. L'observation sociologique de la scène catholique ne laisse guère deviner la proximité d'une telle évolution.

* Dirige le Centre d'études interdisciplinaires des faits religieux à l'EHESS
puis Présidente de l'EHESS

** (<https://www.telerama.fr/idees/pedophilie-dans-leglise-cest-tout-le-systeme-clerical-quil-faut-deconstruire%2Cn5888952.php>)

à lire :

Catholicisme, la fin d'un monde, de Danièle Hervieu-Léger, éd. Bayard, 334 p., 23 €.

Le Temps des moines. Clôture et hospitalité, de Danièle Hervieu-Léger, éd. PUF, 27 €.

Pour un réel changement...

Par Joan Chittister [1]

...il faut s'attaquer à quatre racines plus profondes que les structures de l'Église

Au sein de l'angoisse qui a accompagné la révélation d'abus sexuels d'enfants sans précédent dans l'Église catholique, on entend chaque jour, de toute part, des appels à la réforme.

Pour certains, c'est un appel à éliminer le célibat parce que c'est un mode de vie anormal et donc impossible.



Pour d'autres, il s'agit d'exclure les homosexuels de la prêtrise, comme si l'homosexualité était essentiellement un modèle d'immoralité plutôt que simplement un autre état de nature - tout comme l'hétérosexualité, avec ses propres aberrations immorales.

Pour beaucoup, il s'agit d'un manque de développement psychosocial dans les séminaires ; d'autres mettent en cause la libéralisation de l'Église depuis le Concile Vatican II, peu importe que le gros des agressions ait eu lieu, apparemment, avant la fin du Concile.

En effet, il existe autant d'explications à cette crise, qui concerne la morale, la spiritualité, l'Église et la confiance, qu'il y a de personnes, de diocèses, de parents, de prêtres, d'avocats, ou autres personnes. Mais il y a un élément sur lequel tout le monde semble s'accorder : il doit y avoir **repentance**. Il doit y avoir une **responsabilité**. Il doit y avoir une **réforme**.

Bien. Et ça ressemble à quoi ?

La plupart des demandes de réforme appellent également à une réforme des structures. Le grand consensus semble se concentrer sur les questions de savoir comment et auprès de qui les victimes peuvent enregistrer leurs plaintes. Les questions sont infinies : qui va créer les comités sur les abus sexuels ? Qui va nommer les commissions ? Qui sera sur ces forums, dans ces bureaux officiels, en tant qu'officiers officiels ? Des laïcs et des clercs ? Et quelle partie du travail ces comités partageront-ils avec le public ? Et surtout, qui détiendra l'autorité finale pour juger ces cas : le président du groupe, l'évêque du diocèse, une Curie à Rome, un tribunal papal, le pape - comme le pape Benoît XVI l'a déclaré lui-même - ou un jury de pairs ?

Eh bien, quelle que soit la réponse à ces questions techniques, je suis d'accord sur le fait **qu'une réforme de structure est essentielle**. Les dommages causés par le secret pontifical et son idée que les scandales ecclésiastiques devraient être maintenus secrets plutôt qu'exposés sont maintenant tout à fait clairs. Un changement de structure est évidemment impératif.

En même temps, je ne suis pas d'accord pour dire qu'un changement de structure changera vraiment quelque chose à lui seul. Pas dans une Église dont la théologie de l'autorité papale exclusive vient du pape Gélase au V^e siècle. Au contraire : nous aurons besoin de beaucoup plus que des structures.

Comme l'a dit le pape François lui-même lors de la conférence des évêques du Chili en mai : « **Ce serait une grave omission de notre part de ne pas plonger dans les racines... la dynamique qui a permis de telles attitudes et de tels maux** ».

Le fait est que les structures valident le processus. Mais le processus ne garantit rien d'autre que l'adhésion aux valeurs, aux idéaux et - dans une Église - à la théologie qui les sous-tend. C'est la théologie qui compte.

Les structures ont toujours été utilisées pour valider le mal. Comme aujourd'hui. Rien de ce que traitent les tribunaux canoniques ne permettrait de régler le problème de la maltraitance des enfants, puisque ce sont les évêques eux-mêmes, de concert avec Rome, qui ont assuré le secret qui entretient le problème.

Au nom du secret sacré, les évêques et leurs avocats pourraient intimider les plaignants par des accords de confidentialité, qualifier les enfants eux-mêmes de menteurs et ainsi déplacer la culpabilité au mauvais endroit et préserver l'Église du scandale, bien sûr pour "le bien des fidèles."

Nous devons donc « **plonger dans les racines** » de ce mal. Je pense qu'il y en a au moins quatre. François est douloureusement clair sur l'une de ces racines - **le fléau du cléricalisme qui crée un système de castes dans le christianisme catholique**.

Les clercs représentent moins de 1% de l'Église. Mais le cléricalisme rend ses clercs supérieurs au reste de l'Église pour ce qui est du pouvoir, de la présomption de sainteté, de l'autorité paroissiale absolue et de la garde de la responsabilité. Il éloigne les clercs à des années-lumière de Jésus qui "ne voyait pas qu'être égal à Dieu soit une chose à laquelle il faille s'attacher". Il nous pousse à nous dire "peuple de Dieu" - comme si nous savions que nous le sommes -, mais nous ne parvenons pas à appeler l'Église cléricale à débattre publiquement des grandes "vérités" théologiques".

Ce que la déclaration de François ne parvient pas à démasquer, cependant, c'est le deuxième problème qui doit être abordé : le fait est **que le cléricalisme a touché plus que le clergé**. Ce sont la police catholique, les avocats, le personnel, même les parents qui ont protégé les pédophiles en refusant de porter plainte, d'écouter les enfants ou de casser le secret qui les protégeait. Cela nous dit que la théologie même de l'Église doit être revue. Que le reste de l'Église lui-même doit grandir pour assurer la christianisation de l'Église elle-même.

Une troisième dimension du problème est certainement **la théologie de l'obéissance** qui découle, bien sûr, de notre définition de l'Église et du rôle du clergé, mais affecte de manière particulièrement insidieuse la vie personnelle des catholiques. Elle transforme l'obéissance dans l'Église - un engagement à "écouter l'Esprit" - en une obéissance aveugle, une sorte de code militaire attaché à un ensemble de chefs cléricaux.

En conséquence, on ignore tout simplement 100% des décisions, le discernement et les perspectives morales des laïcs. Les conférences nationales des évêques, les diocèses et les prêtres de paroisse - le clergé, le 1% de l'Église - trébuchent à faire adopter des lois élaborées par quelques-uns, mais annoncées par le seul clergé.

Le pape Paul VI a joué avec l'idée de la consultation des laïcs par le clergé sur la question du contrôle des naissances - question concernant certainement le sacrement du mariage s'il en est une. Mais à la fin, sous la pression du cardinal Karol Wojtyła, qui devait devenir plus tard le pape Jean-Paul II, Paul VI a rejeté les avis de certains des couples catholiques les plus solides du monde et déclaré contraignante la législation sur le contrôle des naissances. Et nous savons où cela a conduit.

Enfin, le quatrième élément de réforme nécessaire réside dans **la théologie du sacerdoce** qui insiste sur le fait que l'ordination sacerdotale modifie l'ontologie de l'être humain. Traduction : un prêtre n'est pas comme les autres êtres humains. L'ordination lui donne une marque spéciale, éternelle. Ensuite, à partir de ce raisonnement, on déduit leur caractère spécial, leur place particulière dans l'Église, leur autorité spéciale, leur sainteté particulière.

Pour être honnête avec vous, je n'ai jamais rencontré quelqu'un qui ne soit pas spécial d'une façon spéciale. Le réserver à la prêtrise déforme évidemment le caractère du reste de l'Église. Ce qui s'est passé.

Pour moi, il me semble que nous nous retrouvons avec un péché contre la conscience adulte et l'infantilisation des laïcs.

Ce avec quoi nous nous retrouvons, ce sont des questions d'église, de cléricalisme, d'obéissance et d'ontologie humaine sans réponse et pas abordées.

Nous nous retrouvons avec une Église qui vit encore au siècle dernier tout en prétendant avoir des réponses aux questions de celui-ci. Mais c'est exactement ce qu'ils ont fait au 16^e siècle lorsque Martin Luther a voulu parler du célibat, du commerce de reliques et de la publication de la Bible en langue vernaculaire pour que tout le monde, et pas seulement le clergé, puisse la lire.

La vérité est que la véritable réforme dépend des enseignements de l'Église. Pas simplement d'un changement de structures.

Comme le dit la chanson, « Apprendront-ils un jour ? »

[1] Religieuse bénédictine d'Erie, en Pennsylvanie.

Source : https://www.ncronline.org/news/accountability/where-i-stand/real-change-we-must-get-four-roots-deeper-church-structures?utm_source=SEPT_20_CHITTISTER_REFORM&utm_campaign=cc&utm_medium=email

Traduction : Lucienne Gouguenheim

Poème - prière de Oscar Romero
Lu lors des obsèques de notre frère Jean Lebossé de l'ACO

Prophètes de l'inachevé

Il est bon de prendre du recul, de regarder derrière soi.

Le Royaume n'est pas seulement au-delà
de nos efforts, il est aussi au-delà de notre vue.
Durant notre vie, nous ne réalisons qu'une petite part
de l'entreprise magnifique qu'est le travail de Dieu.

Rien de ce que nous faisons n'est achevé :

le Royaume est toujours au-delà de nos possibilités.
Aucune déclaration ne dit tout ce qui peut être dit.
Aucune prière n'exprime complètement notre foi.
Aucune religion n'apporte la perfection.
Aucun programme n'accomplit la mission de l'église.

**Nous plantons des semences qui un jour pousseront,
portant en elles la promesse du futur.
Nous posons des bases sur lesquelles d'autres bâtiront.**

Nous fournissons le levain qui produira des effets
bien au-delà de nos capacités.

Nous ne pouvons pas tout faire :

le comprendre apporte un sentiment de libération,
et permet de faire quelque chose : de le faire bien.
Ce n'est peut-être pas fini, mais c'est déjà un début ;
un pas de plus sur le chemin, une opportunité
de laisser entrer la grâce du Seigneur qui fera le reste.

**Nous pouvons ne jamais voir le résultat final,
mais c'est là la différence entre le maître et l'ouvrier.
Nous sommes ouvriers, pas maîtres ni messies.
Nous sommes prophètes du futur, non de nous-mêmes.**

Prière d'**Oscar ROMERO** (1917-1980), archevêque de San Salvador
Assassiné en pleine messe pour avoir défendu les pauvres
Béatifié en 2015 et canonisé le 14 octobre 2018 par le pape François.

Communiqué NSAE "Sortir du cléricanisme"



La déclaration suivante tient compte des développements qu'a connus au Chili le combat du mouvement des laïcs. Cela part évidemment de la dénonciation des actes pédophiles et de leur dissimulation par la hiérarchie de l'Église. Mais, ayant démontré sur le cas Barros qu'ils étaient dans le vrai, les laïcs du Chili ne sont plus dans la dénonciation des coupables et de la hiérarchie, ils mettent directement en cause la structure de pouvoir. Leur mouvement rejoint nos préoccupations de toujours.

Il s'agit de faire en sorte que la place des laïcs soit enfin reconnue jusqu'au niveau des décisions, voire des nominations. Ne nous dissimulons pas que c'est une révolution. Au Chili, les laïcs affichent, depuis le début, qu'ils ne souhaitent pas "tuer" l'Église, mais la sauver. Cette révolution, ils la vivent pas à pas, dans le concret.

Cette remise en cause de la structure de pouvoir rejoint exactement le diagnostic du pape : abus de pouvoir, abus de conscience, abus sexuels, qui débouche sur la nécessité de faire appel aux laïcs. Cependant, il tarde un peu à sortir du diagnostic pour prendre des mesures, peut-être parce que cela suppose des changements "trop" radicaux.

C'est pourquoi ce texte sort du seul problème de la pédophilie, pour mettre en relief le combat des laïcs. Il se veut au-delà des dénonciations plus ou moins tapageuses, et de la seule demande de justice, qui ne suffira pas à résoudre le problème, faute de s'attaquer à ses causes.

Communiqué NSAE

Le scandale soulevé par les actes de pédophilie atteint un nouveau sommet avec les révélations concernant la Pennsylvanie : le nombre des exactions citées, les faits révélés – et de façon explicite, au point d'être insoutenables – valent à l'institution de l'Église catholique une vague de réprobation sans précédent. Comme tous les catholiques, et beaucoup de simples citoyens, nous en sommes profondément malheureux. Nous exprimons ici une pensée pour tous ceux, prêtres et laïcs, qui témoignent, jour après jour, du message du Christ et donnent leur vie. Par l'attitude des prédateurs, mais aussi par les réactions de défense de l'institution, ils peuvent se sentir trahis.

On nous explique que la plupart des faits relatés sont anciens et que la situation s'est améliorée. S'en tenir là serait ne pas voir que des faits similaires se sont produits à grande échelle, et dans toute sorte d'institutions catholiques (séminaires, collèges, congrégations religieuses, etc.). Citons : le Chili, les États-Unis (Boston, mais ailleurs aussi), l'Irlande, l'Australie. La France n'est pas épargnée : affaire Preynat et beaucoup d'autres cas. Empruntons au Rapport sur la Pennsylvanie [1] la phrase définitive : « *Maintenant, nous connaissons la vérité : c'est arrivé partout.* »

Le mal est endémique, il ne date pas d'hier, le diagnostic a été clairement porté par le Pape François lui-même [2] : abus de pouvoir, abus de conscience, conduisant à des abus sexuels. Le pouvoir et la façon dont il est exercé doivent donc faire l'objet d'une profonde transformation. Dans le même texte, et dans d'autres venus ensuite, le Pape invoque avec force la nécessité de la participation des laïcs. Dans sa lettre au Peuple de Dieu du 20 août 2018, il appelle à « *la participation active de tous les*

membres de l'Église » et à « promouvoir une culture capable de faire en sorte que de telles situations ne se reproduisent pas ». Mais pour l'heure, au Chili, les évêques continuent à fonctionner entre eux, et à chercher des solutions techniques à un problème qui tient, en fait, au statut des clercs. Quant à l'appel aux laïcs, nous ressentons comme un peu décalé qu'il se réduise à ce jour à un appel « à l'exercice pénitentiel de la prière et du jeûne ».

Il y a le feu à la maison, les causes du problème sont connues, des solutions sont proposées avec force, et dans l'action effective, par les laïcs au Chili. Le mouvement des laïcs d'Osorno, en refusant l'inacceptable en la personne de l'évêque Barros, a permis que soit mis au jour l'effroyable scandale que l'on sait. Ils demandent maintenant, et le mouvement a gagné tout le pays, que les laïcs aient voix au chapitre, notamment sur la nomination des évêques [3], mais aussi sur les décisions prises par l'Église, c'est-à-dire en leur nom. Le mouvement grandit, fort d'un premier succès qui a montré qu'ils pouvaient être dans le vrai contre la hiérarchie. Ils ne demandent pas des évêques parfaits, ils veulent, et c'est, au fond, leur seule revendication depuis le début, vivre et être traités en adultes dans la foi, et en adultes responsables. Ils n'attendent rien de la hiérarchie, origine du problème, ni des modalités ecclésiastiques, ni d'institutions créées d'en haut, mais ils avancent de façon pragmatique devant la faillite de l'institution.

NSAE est depuis toujours en recherche d'une forme d'Église libérée du cléricalisme. Dans le même esprit que ce qui se fait concrètement au Chili, nous appelons tous les chrétiens, sans distinction, chacun là où il est, à avancer dans le même sens.

Le Bureau de NSAE
24 août 2018

Notes :

[1] <https://www.ncronline.org/news/accountability/just-catholic/we-may-never-know-truth-about-abuse-cases>

[2] Dans sa lettre aux évêques chiliens du 8 avril 2018

[3] Ce n'est nullement une hérésie, mais un usage de l'Église ancienne.

Sauver les Migrants **C'est nous sauver nous-mêmes**

La question des migrants est l'épreuve décisive pour les gauches qui se réclament de l'émancipation des peuples et de l'égalité des droits. Loin de protéger des acquis sociaux, toute concession aux politiques de rejet, de préférence nationale ou de frontière identitaire, fera le lit de l'extrême droite.

« *Agis dans ton lieu, pense avec le monde !* », conseillait Édouard Glissant (1928-2011), poète et philosophe, dont la poétique était aussi une politique. Mettant en pratique cette recommandation, il avait été le premier à alerter, en 2007, au tout début du quinquennat de Nicolas Sarkozy, sur le retour français de ce poison politique : l'identité nationale, cette clôture sur nous-mêmes, cette fermeture aux autres, cet oubli de la relation avec le monde.

Intitulé *Quand les murs tombent* (Galaade), ce Manifeste était aussi porté par Patrick Chamoiseau, auteur dix ans après d'un salutaire *Frères migrants* (Seuil).

L'enchaînement est logique : la question des migrants n'est autre que la question de nous-mêmes. Se fermer aux uns, c'est se replier sur soi. Le rapport au lointain détermine notre vision du prochain. Du moins si l'on se réclame de l'émancipation, ce mouvement infini et toujours inachevé de libération des servitudes et des oppressions, ce que l'on nomme d'ordinaire la gauche, et dont Gilles Deleuze (1925-1995) aimait dire qu'elle n'est pas affaire de gouvernement mais de perception. Quand les conservateurs pensent au plus près d'eux-mêmes, de leurs privilèges ou de leurs comforts, fussent-ils médiocres, voire infimes, être de gauche, c'est au contraire regarder au loin, vers l'horizon : penser avec le lointain pour agir au plus près.

Nul hasard si Édouard Glissant était un ami complice de ce philosophe hétérodoxe qui, dans son vivifiant *Abécédaire* filmé (avec Claire Parnet, réalisé par Pierre-André Boutang), affirmait que « ne pas être de gauche, c'est un peu comme une adresse postale : *« Partir de soi, la rue où on est, la ville, le pays, les autres pays, de plus en plus loin. On commence par soi et, dans la mesure où on est privilégié, où on est dans un pays riche, on se dit : eh bien, comment faire pour que la situation dure. On sent bien qu'il y a des dangers, que ça ne peut pas durer tout ça [ces injustices, ces inégalités, ces misères], que c'est trop dément. Bon, mais comment faire pour que ça dure ? »*

« *Être de gauche, tranchait alors Deleuze, c'est l'inverse.* » « *C'est, disait-il, percevoir d'abord le pourtour, le monde, le continent, la France, etc. C'est un phénomène de perception. On perçoit d'abord l'horizon, tu vois d'abord à l'horizon.* » Ce qu'il résumait d'une formule définitive, en précisant que ce n'était pas « *une question de belle âme* » mais, tout au contraire, de réalisme et d'efficacité : « *Être de gauche, c'est savoir que les problèmes du tiers monde sont plus proches de nous que les problèmes de notre quartier.* »

Que ce point de vue soit, sur le moment, minoritaire n'était pas pour l'effrayer puisque, pour Deleuze, la longue histoire de la gauche n'était tissée que de « *devenirs minoritaires* » qui, des ouvriers aux femmes en passant par les esclaves et les colonisés, n'ont cessé d'ébranler les certitudes majoritaires, arc-boutées sur leurs avantages acquis.

Comme la question coloniale hier, la question migratoire est aujourd'hui le moment de vérité des gauches, dans leur diversité. À l'époque de l'empire français finissant, une gauche qui prétendait sauver des avantages sociaux ici (en métropole) en maintenant des injustices là-bas (dans les colonies) finit par y perdre son âme, ruinant les droits fondamentaux, généralisant la torture militaire et donnant la main à l'extrême droite.

De même, en nos temps d'Union européenne affaiblie, **toute gauche qui prétendra défendre et étendre nos conquêtes sociales par le rejet des populations migrantes fera la courte échelle à ses pires adversaires de toujours, ces ennemis de l'égalité des droits dont la ruse privilégiée est la préférence nationale qui leur permet de rendre naturelle l'inégalité, par le détour des hiérarchies d'origine, de culture, d'apparence et de croyance.**

L'Italie en fait aujourd'hui la démonstration éclatante avec l'alignement d'un mouvement citoyen, né d'une exigence démocratique face à la gangrène de la corruption et d'une colère face à des choix économiques désastreux socialement, sur un parti héritier du fascisme, xénophobe et raciste. Cette capitulation essentielle se fait sur le dos des migrants, érigés en boucs émissaires pour mieux imposer une idéologie nationaliste et ethnique.

Elle ouvre une brèche fatale dans laquelle s'engouffre l'extrême droite, comme l'illustre cette ascension rapide de la Ligue, hier flanc extrémiste du berlusconisme, au détriment du Mouvement Cinq Étoiles (M5S), pourtant grand vainqueur des dernières législatives.

Ainsi, l'« *America First* » de Donald Trump, repris du mot d'ordre de l'extrême droite nord-américaine pronazie de l'entre-deux-guerres, se répand en Europe jusque dans des forces issues ou se réclamant de la gauche, par exemple en Allemagne. Transformer les migrants étrangers en menaces pour les travailleurs nationaux, ce n'est pas défendre les droits de ces derniers mais renoncer à l'égalité des droits pour tous, et par conséquent faire le jeu des intérêts qui exploitent les uns et les autres et les montent les uns contre les autres.

Il est donc grand temps d'énoncer qu'une gauche digne de ce nom – et, au-delà, toute politique se revendiquant de l'humanité et de ses droits naturels – ne peut aujourd'hui que défendre l'accueil des migrants comme une politique juste et réaliste.

Ceux qui, se réclamant de la gauche, plaident son refus en brandissant la formule de Karl Marx (1818-1883) sur « *l'armée de réserve industrielle* » utilisée par le patronat pour augmenter la concurrence, abaisser les salaires et diviser les travailleurs, n'en sont que des lecteurs superficiels. De ce constat, l'auteur du *Capital* n'en déduisait pas un repli sur des politiques nationalistes de rejet ; tout au contraire, il en tirait argument pour plaider en faveur d'une solidarité accrue aux côtés de travailleurs migrants. En l'espèce, il s'agissait des prolétaires irlandais, main-d'œuvre immigrée surexploitée avec le mépris surabondant du préjugé colonial.

Or Marx n'a cessé de répéter que l'émancipation des Irlandais n'était pas, pour la classe ouvrière anglaise, « *une question abstraite de justice et d'humanitarisme mais la première condition de sa propre émancipation sociale* ». Dans une lettre d'avril 1870, il décrit cet engrenage où ceux qui prétendent défendre les exploités font le jeu des exploités, avec des mots qui évoquent irrésistiblement la façon contemporaine dont, depuis des décennies, la question de l'immigration est instrumentalisée pour désarmer le mouvement social.

Lucidités de Karl Marx, savoirs de François Héran

« *L'ouvrier anglais moyen, expliquait Karl Marx, hait l'ouvrier irlandais comme un concurrent qui abaisse son niveau de vie. Par rapport au travailleur irlandais, il se sent membre de la nation dominante, et ainsi se constitue en un instrument des aristocrates et des capitalistes de son pays contre l'Irlande, renforçant ainsi leur domination sur lui-même. Il nourrit des préjugés religieux, sociaux et nationaux contre le travailleur irlandais. Son attitude envers lui est très semblable à celle des "pauvres blancs" envers les "nègres" des anciens États esclavagistes des USA. L'Irlandais lui rend d'ailleurs la pareille, et avec intérêts. Il voit dans l'ouvrier anglais à la fois le complice et l'instrument stupide de la domination anglaise en Irlande. Cet antagonisme est artificiellement maintenu et intensifié par la presse, les orateurs, les ca-*

ricatures, bref, par tous les moyens dont disposent les classes dominantes. Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, en dépit de son organisation. C'est le secret grâce auquel la classe capitaliste maintient son pouvoir. Et cette classe en est parfaitement consciente. »

De la même manière qu'hier, un peuple qui acceptait d'en opprimer un autre ne pouvait être libre, puisque faisant dès lors le jeu de ses maîtres, **aujourd'hui un peuple qui acceptera de rejeter l'humanité qui frappe à sa porte ne saura plus défendre sa propre humanité, parce qu'il aura accepté la remise en cause de droits fondamentaux.**

Car c'est à l'occasion des obsessions sécuritaires portées par la question migratoire que nous nous habituons à l'existence de camps en Europe où l'on enferme des personnes n'ayant commis aucun délit mais simplement fait valoir **un droit naturel, énoncé par la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948** : **« Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays. »**

C'est ainsi que nous nous accoutumons à l'enfermement de mineurs au mépris des droits de l'enfance, aux entraves à la liberté d'aller et venir, aux régressions de la liberté d'expression et du droit de contestation, à la remise en cause du droit d'asile, aux discours et aux actes xénophobes, à la criminalisation de la solidarité, etc.

Dans une étonnante résonance avec notre actualité médiatique et idéologique, Marx mentionnait de plus la façon artificielle d'entretenir l'antagonisme entre travailleurs nationaux et travailleurs étrangers, aujourd'hui entre un peuple autochtone et une supposée « *misère du monde* » qui viendrait l'envahir, voire le submerger.

Dans deux articles récents décisifs, l'un dans la revue *Population & Sociétés*, l'autre sur le site La Vie des idées, le démographe François Héran, ex-directeur de l'Ined (Institut national des études démographiques) et désormais professeur au Collège de France, où il tient la chaire « Migrations et sociétés », a réglé leur compte scientifique à toutes ces fadaïses qui empoisonnent le débat public. Il y démonte notamment la version présentable du fantasme du "grand remplacement", initialement porté par l'extrême droite, offerte par un livre récent du journaliste Stephen Smith, *La Ruée vers l'Europe* (Grasset, 2018).

Sous-titré « *La jeune Afrique en route pour le Vieux Continent* », cet essai agite le spectre d'une Europe peuplée en 2050 à 25 % d'immigrés subsahariens. Dans une démonstration implacable, François Héran montre que ce scénario « *ne tient pas la route* » et que « *l'ordre de grandeur le plus réaliste est cinq fois moindre* ».

Dénonçant une « *démonstration lacunaire et obsolète* », appuyée sur des « *chiffres de seconde main* », association de « *spéculation économique* » et de « *communication à sensation* », le tout à mille lieues « *d'une démonstration de nature démographique* », il rappelle les faits incontournables qu'apporte la recherche, résumés en trois données de base :

- "1. Comparée aux autres régions, l'Afrique subsaharienne émigre peu, en raison même de sa pauvreté ;
2. Lorsqu'elle émigre, c'est à 70 % dans un autre pays subsaharien et à 15 % seulement en Europe, le reste se répartissant entre les pays du Golfe et l'Amérique du Nord ;
3. Si l'on intègre la croissance démographique projetée par l'ONU, les migrants subsahariens auront beau occuper une place grandissante dans les sociétés du Nord, ils resteront très minoritaires : tout au plus 3 % à 4 % de la population vers 2050 – très loin des 25 % redoutés. »

« Par ailleurs, ajoute le chercheur, agiter le spectre d'une "ruée" de l'Afrique vers l'Europe, c'est oublier que les migrants sont aussi des producteurs, des consommateurs, des contribuables et des cotisants » (*Population & Sociétés*). Rappelant que l'histoire sociale a pleinement démenti depuis la Seconde Guerre mondiale « *le propos de comptoir selon lequel l'immigration serait foncièrement incompatible avec l'État-providence* », François Héran ajoute :

"L'idée que les migrants "prennent" le travail des natifs ou ponctionnent indûment leurs prestations sociales relève d'un sophisme du travail et des ressources en quantité fixe (...). C'est s'imaginer que le bien existe en quantité finie, comme s'il fallait renoncer à vouloir concilier réalisme et respect des droits, politique et morale » (La Vie des idées). « S'il faut craindre une ruée, conclut-il, ce n'est pas celle des étrangers venus du Sud pour transformer l'Europe en "Eurafrrique" mais celle qui consiste à se jeter sur la première explication venue ou à s'emparer précipitamment de métaphores outrancières, pour frapper l'opinion à bon compte. Reste à espérer que les responsables politiques, désormais mieux armés, sauront à l'avenir éviter de tels pièges et cesseront d'agiter le spectre du péril noir."

Cet ultime souhait s'adresse notamment à Emmanuel Macron qui, lors de l'entretien accordé à Mediapart et BFM le 15 avril dernier, avait convoqué l'essai de Stephen Smith pour justifier sa politique anti-migration face à une "bombe" démographique africaine qui serait "formidablement décrite" dans cet ouvrage. L'inculture est ici l'alliée de l'inconscience. Une vulgate de préjugés accompagne l'aveuglement de gouvernants qui, en refusant d'être au rendez-vous de l'Autre – le réfugié, l'exilé, l'immigré, l'étranger –, se dérobent au souci du monde alors même qu'ils prétendent à l'interdépendance des nations et à l'universalisme des solutions. Dans sa leçon inaugurale au Collège de France, prononcée le 5 avril 2018, François Héran avait cité cette mise en garde de Jean-Jacques Rousseau, le philosophe du droit naturel dont se revendiquent les tenants de l'égalité et de l'émancipation : *"La domination même est servile quand elle tient à l'opinion ; car tu dépends des préjugés de ceux que tu gouvernes par les préjugés."*

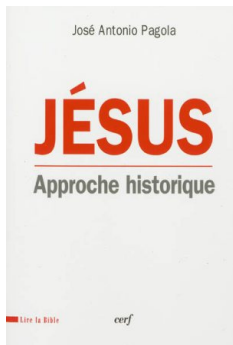
L'avertissement vaut autant pour les gouvernements qui, aujourd'hui, barricadent l'Europe que pour les oppositions de gauche qui les contestent : elles ne réussiront à changer le cours d'une histoire de plus en plus dramatique qu'en s'élevant contre ces préjugés qui font du migrant un danger et un ennemi, un rival ou un concurrent, une menace dans tous les cas. Ce n'est qu'en le défendant comme un frère ou une sœur en humanité que nous nous défendrons nous-mêmes.

Médiapart, 26 septembre 2018,
par Edwy Plenel

**Le groupe NSAE Ile de France travaille sur ce livre
après une recension,...**

JÉSUS, approche historique

Ed. Le Cerf - Collection « Lire la Bible » 544 pages – nov 2012



Jésus, un personnage majeur de l'histoire de l'humanité pour les historiens ; le Fils de Dieu pour les chrétiens... Il y a deux manières de faire « tenir » ensemble ces deux définitions.

Le croyant chrétien, en général, partira de sa foi dans le Fils de Dieu, puis essaiera de faire au mieux avec le mystère de l'Incarnation : Jésus savait-il qu'il était Dieu, pouvait-il prévoir l'avenir... ? Au risque de faire de l'homme Jésus une sorte de demi-dieu.

Une autre approche est de partir du personnage historique. Mais au premier abord on connaît peu de chose à son sujet. Il s'agit alors de convoquer toutes les sciences humaines (archéologie, géographie, histoire, sociologie, psychologie, histoire du fait religieux, économie, géopolitique...) pour mieux connaître et comprendre l'époque et l'environnement de l'homme Jésus, galiléen. C'est l'approche suivie par l'auteur ; et la moisson est abondante. Sur cette solide base scientifique, le croyant, avec les yeux de la Foi, découvre l'homme parfait, l'icône de Dieu, Dieu lui-même dans la Trinité.

L'auteur, José Antonio Pagola, est un prêtre espagnol, ancien professeur de christologie, recteur de séminaire, vicaire général, directeur de l'Institut de Théologie et de Pastorale de Saint Sébastien. Malgré son immense érudition, attestée par le nombre d'auteurs cités et l'abondance des notes, le style de l'auteur est limpide et la lecture facile.

9 juillet 2018 - Pierre Contat

Compte-rendu de notre réunion sur le chapitre "Jésus, le défenseur de la femme"

La récente intervention du pape désignant les partisans de l'avortement comme des "tueurs à gage" nous paraît être à l'opposé de l'attitude de Jésus à l'égard des femmes qui est si bien décrite par Pagola. Jésus ne juge pas et ne tient pas de tels discours moralisateurs, au contraire il récuse la domination patriarcale.

Jésus nous transmet une image de Dieu à fois masculine (le Père) et féminine. Il considère les femmes sur un pied d'égalité avec les hommes, en contradiction avec le statut subalterne de celles-ci dans la société de l'époque. Cette subordination des femmes subsiste encore hélas aujourd'hui dans nombre de sociétés (comme en Afghanistan). Ainsi, Romain Gary a pu dire de Jésus qu'il avait une âme de femme. En évoquant l'indissolubilité du mariage, Jésus vient au secours des femmes qui pouvaient être répudiées facilement par leurs maris. Le péché est dans le cœur des hommes qui pratiquent cette répudiation. Le discours de Jésus induit un retournement complet des valeurs. L'institution ecclésiale a complètement tordu la signification de ce texte dans le sens qui l'arrangeait : condamner le divorce.

Jésus ne voit que la valeur des personnes, sans préjugés liés au sexe, à la condition sociale et montre ainsi le vrai visage de Dieu. Si le Royaume de Dieu est réellement parmi nous alors cela affecte nos relations d'humanité entre nous. L'institution va au contraire suivre le modèle de l'Empire Romain et confisquer l'interprétation des textes.

Non seulement Jésus transforme la vie de ceux et celles qu'il rencontre, mais il est lui-même transformé par ces rencontres. Ainsi, la syro-phénicienne provoque un changement d'orientation de Jésus au sujet de l'étendue de sa mission, dans le sens de l'universalité de son message.

Christophe BREYSACHER

Antisionisme - antisémitisme : Pourquoi et comment éviter la confusion ?

Dans son intervention du 27 juin à St-Merry, Pierre Stambul, coprésident de l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP), rassure ceux qui, craignant de passer pour antisémites, hésitent à critiquer la politique d'Israël.

*

Il est permis (car relevant de la liberté d'expression) et même nécessaire (par nos engagements pour la justice et la paix) d'analyser la nature du sionisme. Non fondé historiquement, ce nationalisme est un outil de reconquête coloniale pour des Occidentaux frustrés des indépendances des peuples d'Afrique et d'Asie. Résumé des thèmes évoqués³.

Pas de crimes en notre nom !

« Quel que soit notre attachement au judaïsme, nous n'avons rien à voir avec les crimes commis par l'Etat d'Israël. Nous sommes profondément antisionistes parce que juifs, le sionisme est non seulement un crime contre les Palestiniens mais aussi une négation de notre histoire et de notre identité ».

Pas d'exode massif ni de lien étroit avec la Palestine

La Bible est un livre religieux, pas un livre d'histoire. Le passé des juifs qu'elle décrit n'est pas reconnu par les historiens. Il n'y a eu ni exil massif ni retour après la destruction du Temple en 70. Les juifs d'aujourd'hui descendent de convertis de diverses époques et régions : Berbères du Maghreb ; juifs espagnols convertis à l'époque romaine ; ashkénazes descendant probablement des khazars d'Asie centrale convertis avant le XIII^e s. Les juifs d'aujourd'hui ont peu à voir avec la Palestine (les héritiers des Judéens antiques sont ceux restés sur place, les Palestiniens).

Un antijudaïsme européen

Depuis qu'ils sont amis des antisémites européens, les sionistes minimisent la responsabilité de l'Europe au détriment du monde musulman. Quand le christianisme l'emporte à la fin du IV^e s., il charge les juifs d'interdits (non possession de la terre), d'accusations infamantes (peuple déicide, crimes rituels), de métiers stigmatisants (banque, usure) qui suscitent l'antijudaïsme. L'Europe expulse ou massacre ses juifs plusieurs fois. En Islam, le statut de protégés (*dhimmi*) a permis une cohabitation inexistante en chrétienté.

De l'anti-judaïsme à l'antisémitisme

L'émancipation des juifs débute en Allemagne au XVIII^e s., en France sous la Révolution puis en Europe orientale où l'Empire russe compte six millions de juifs en 1881, la plupart assignés dans une « zone de résidence » entre mer Baltique et mer Noire. Cette population lettrée mais sous prolétarisée adhère aux idées révolutionnaires. Avec l'avènement des nationalités, on passe de l'antijudaïsme chrétien à l'antisémitisme racial. Les nationalistes grecs, polonais, slovaques, serbes, veulent créer des Etats ethniquement purs. Or le juif est perçu comme impur.

Le sionisme plaît aux antisémites

L'antisémitisme explose à la fin du XIX^e s. avec l'apparition du *racialisme* (invention du concept de races) et du colonialisme. C'est alors qu'apparaît le sionisme dans la bourgeoisie anglo-saxonne et austro-hongroise. Témoin du procès Dreyfus, le journaliste autrichien Theodor Herzl dit qu'il est inutile de combattre l'antisémitisme et qu'il vaut mieux partir et créer un Etat juif. Il ne tient pas compte des succès contre l'antisémitisme : la France progressiste qui fait réhabiliter Dreyfus, les juifs révolu-

³ Pour obtenir le texte intégral de la conférence (dont le débat), écrire à baudoin-laurent@wanadoo.fr

tionnaires du Bund qui empêchent de nouveaux pogroms en Russie. Figé sur son projet séparatiste, Herzl convainc les politiciens antisémites qu'ils ont le même but que le sionisme : faire partir d'Europe un maximum de juifs, dont il propose de faire des colons européens en Asie. Séduits, ces dirigeants européens financeront les débuts du colonialisme sioniste.

Herzl attire aussi les chrétiens sionistes, apparus au XVII^e s. chez les protestants évangéliques, pour qui les juifs doivent revenir en terre sainte, chasser le Mal assimilé aux Arabes et se convertir au christianisme. Le plus célèbre de ces vrais antisémites est lord Balfour qui fustigeait ces « juifs pouilleux polonais » venus semer la révolution à Londres. En 1917, lorsque la Grande-Bretagne attaque l'Empire ottoman, il signe la « déclaration » qui promet aux sionistes un Etat juif en Palestine libérée. Ce n'est pas contradictoire : pour Balfour, les juifs ne sont pas acceptables en Europe, mais en Palestine ils seront des colons utiles à la Grande-Bretagne. Dès le début, sionisme et antisémitisme convergent sur l'idée que juifs et non juifs ne peuvent pas vivre ensemble.

L'invention du peuple, de la langue, de la terre

Le sionisme est un curieux nationalisme. Contrairement aux nationalistes polonais, serbe ou slovaque qui avaient une terre où ils étaient majoritaires, les juifs n'étaient majoritaires nulle part. Ne pouvant créer un Etat en Europe, les sionistes choisissent la Palestine, mais pour des motifs religieux, ce qui est un non sens. Les juifs orthodoxes ont longtemps été antisionistes, car le judaïsme est une religion messianique qui interdit de retourner en terre sainte avant l'arrivée du messie. Quand les juifs chassés d'Espagne au XV^e s. sont accueillis dans l'Empire ottoman, ils ne vont pas à Jérusalem ou Hébron car c'est un interdit religieux. En 1904, tous les rabbins allemands condamnent le sionisme comme incompatible avec la religion, contraire à la volonté des juifs de s'intégrer, motif de guerre avec les Arabes.

Décidant quand même d'aller en Palestine, les sionistes doivent s'inventer une histoire : un peuple, une langue, une terre. Il y a eu des peuples juifs métissés : judéo-berbère en Afrique du Nord (Berbères convertis au judaïsme), yiddish en Europe de l'Est, sépharade (descendant des juifs chassés d'Espagne), mais pas de vrai peuple juif. La plupart des juifs n'avaient aucun attachement particulier pour la Palestine.

Un colonialisme de remplacement

Contrairement au colonialisme français au Maghreb ou en Afrique, le colonialisme sioniste ne visait pas à asservir les colonisés mais à les chasser pour prendre leur place. Le mensonge initial (Une terre sans peuple pour un peuple sans terre) dit que les indigènes ne sont pas chez eux puisque c'est nous qui rentrons chez nous.

Les élites sionistes se rallient à l'idée du transfert au début des années 1920. Ben Gourion reconnaît que les fellahs palestiniens descendent probablement des Hébreux et croit qu'ils vont se convertir au sionisme. En fait, ils se révoltent contre les colons sionistes qui décident alors de les expulser. Le mythe sioniste de l'exil et du retour n'a aucun sens dans ce contexte. Les juifs européens qui débarquent n'ont rien de commun avec la Palestine et c'est une véritable invasion coloniale.

Israël n'a pas été non plus la réponse au génocide nazi. Les institutions qui ont expulsé les Palestiniens sont nées avant la Seconde Guerre mondiale : en 1898 la banque coloniale juive, qui finance des colonies agricoles ; en 1901 le Fonds national juif, qui plante des arbres pour effacer les traces des villages palestiniens détruits ; en 1920 la Haganah, ancêtre de l'armée, et le syndicat Histadrout qui défend le « travail juif » et lance le boycott des produits arabes. L'idée de la séparation et de la négation des droits des Palestiniens date d'avant 1948.

La responsabilité de la « gauche » sioniste

On a longtemps montré aux Français l'image de pauvres Israéliens entourés de « méchants » voulant les détruire, et d'une « gauche » sioniste construisant le pays. Mais les travaillistes ont été impliqués dans tous les crimes commis contre les Palestiniens : la Nakba et le plan d'expulsion des Palestiniens en 1948 ; l'attaque contre l'Egypte en 1956. En 1967 on a tous cru qu'Israël était menacé de destruction, mais on sait aujourd'hui que c'était une guerre préméditée. Le début de la colonisation en Cisjor-

danie en 1967, ce sont les travaillistes, qui ont créé l'extrême droite sioniste qui dit que Dieu a donné la Palestine aux juifs et qu'il faut expulser les Arabes. Le mur de séparation et la première attaque contre Gaza en 2008, ce sont les travaillistes. Ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui en Israël sont plus proches des responsables du génocide nazi que de ceux qui l'ont subi. Au sein du sionisme, il n'y a pas d'alternative de gauche. De même qu'en Afrique du Sud, on ne pouvait pas penser la paix dans l'apartheid, il faudra une rupture claire avec le sionisme.

Quant au fondateur de la droite sioniste, Vladimir Jabotinsky, il venait du fascisme. Il a protégé l'organisateur des pogroms antisémites de 1920 en Ukraine (40 000 morts), il admirait l'Italie fasciste, il voulait imposer le sionisme en Palestine par la force. Les sionistes ont combattu les soldats anglais en pleine guerre contre les nazis, alors qu'il y avait déjà des millions de morts dans les camps ! Ces gens sont clairement des collabos. En 1946, ils ont fait sauter l'hôtel King David à Jérusalem, siège des autorités anglaises (91 morts) ; en 1948, ils ont massacré 150 Palestiniens au village de Deir Yassin.

Aujourd'hui, presque tous les dirigeants israéliens se réclament de Jabotinsky. La « gauche » sioniste n'a pas été plus innocente. En 1933, Ben Gourion, chef de l'Agence juive, a traité avec les nazis pour faire partir les juifs allemands en Palestine avec leurs biens, brisant ainsi le boycott de l'Allemagne quand la plupart des juifs s'engageaient contre le nazisme (brigades internationale, etc.). Ceux qui gouvernent Israël, comme une bonne partie de la population, ne sont pas les héritiers des six millions de morts.

La nouvelle alliance entre sionistes et antisémites

La complicité des Occidentaux avec Israël n'est pas due au sentiment de culpabilité envers les juifs. En 1945, aux milliers de juifs est-européens qui voulaient aller en Europe de l'Ouest ou aux Etats-Unis, on rétorqua : vous avez un pays, allez-y ! En soutenant la création d'Israël, l'Europe où avait sévi l'antisémitisme s'est défaussée sur le dos du peuple palestinien qui n'y était pour rien, sans se soucier que celui-ci vivait là depuis des siècles.

Aujourd'hui, l'extrême droite européenne, héritière des acteurs de l'extermination des juifs, est devenue pro israélienne. Ce n'est pas surprenant car elle appartient au même courant politique et a les mêmes valeurs suprémacistes. Depuis que le sionisme est passé de la séparation à la suprématie de la race blanche, les antisémites européens se reconnaissent en lui.

Transcription et intertitres : Laurent Baudoin

QUESTIONS/RÉPONSES

Qu'est-ce qui explique l'indulgence des dirigeants occidentaux à l'égard du pouvoir israélien ?

Israël est aujourd'hui quasiment le seul exemple mondial de reconquête coloniale, c'est ce qui l'a rendu populaire auprès des dirigeants occidentaux. En considérant les Israéliens comme des colons européens au Proche-Orient, ces dirigeants prenaient en quelque sorte leur revanche sur les indépendances d'Afrique et d'Asie, et de façon spectaculaire : alors que, pour reconquérir leurs positions perdues, les Européens ont dû passer par plusieurs étapes successives (post-colonialisme, néo-colonialisme), Israël colonise directement et sans complexe. C'est aussi un exemple de la manière de surveiller, d'enfermer et d'asservir un peuple ; en ce sens Israël est devenu un véritable laboratoire mondial (voyez ce qui se passe à Gaza).

Il ne faut pas limiter le sionisme au nationalisme et au colonialisme, c'est plus que cela. **Le roman national sioniste repose sur la vaste mystification historique de l'exil et du retour.** Pour tenir le Moyen-Orient, les Etats-Unis et plus généralement les pays occidentaux, ont besoin d'Israël et des Etats féodaux patriarcaux du Golfe. **Le sionisme, c'est une idéologie** qui a réussi à s'adapter à des environnements très différents – les grands empires européens à sa fondation en Europe, puis la décadence de l'Empire ottoman, la déclaration Balfour, le mandat britannique, le génocide nazi, la guerre contre les Anglais. Les Israéliens sont parvenus à être incontournables. L'aspect reconquête coloniale et l'aspect laboratoire militaire sont très importants dans la réalité israélienne (*voir le film israélien The Lab où l'argument d'Israël pour vendre des armes sophistiquées est qu'il les a expérimentées avec succès sur les Palestiniens...*).

Qu'est-ce que le public israélien sait des contradictions et des mensonges que les autorités disent sur son histoire ?

Les Israéliens sont éduqués dans l'idéologie sioniste depuis leur enfance, avec l'idée que les Arabes veulent les détruire. Mais il ne faut pas confondre le sort de l'Etat et celui de la population. Les antisionistes veulent certes la fin de l'Etat sioniste, car pour nous l'Etat d'Israël est illégitime : on ne peut pas séparer sa création de la Nakba (la catastrophe), c'est-à-dire l'expulsion de 800 000 Palestiniens, qui est inacceptable. Mais même un enfant né d'un viol a droit à l'existence, donc les juifs israéliens doivent pouvoir rester en Palestine, à condition de vivre ensemble avec les Palestiniens dans l'égalité des droits. De même, ce qui a permis aux blancs sud-africains de rester dans le pays, ce n'est pas le maintien de l'apartheid mais au contraire sa disparition avec le principe une personne égale une voix. Sinon à terme ils auraient dû partir. Aujourd'hui en Israël, il y a un gouvernement qui est sur la même ligne que l'OAS pendant la guerre d'Algérie. Qu'est-ce qui a fait que les Français d'Algérie ont dû partir ? Le fait qu'il n'y ait pas eu chez eux un courant important favorable à l'indépendance, prêt à négocier le maintien de la population française. Que le seul courant à s'exprimer ait été l'OAS fasciste a abouti au départ de la majorité des Français d'Algérie. **Donc nous sommes pour le maintien des juifs israéliens mais contre le maintien de l'Etat d'Israël en tant qu'Etat juif et Etat d'apartheid.**

En Israël, les opposants au colonialisme sont très peu nombreux. Depuis 2015 le troisième parti à la Knesset est la « Liste unique », alliance de quatre grands partis palestiniens israéliens, qui a obtenu 70 % des voix chez les Palestiniens d'Israël mais seulement 2 à 3 % chez les juifs israéliens. C'est le seul parti clairement non sioniste ou antisioniste, et dont les dirigeants – y compris les députés – sont souvent violemment réprimés.

Il y a quand même des Israéliens anticolonialistes très courageux. Citons notamment les extraordinaires journalistes de Haaretz Amira Hass et Gideon Lévy qui essaient de sensibiliser le public israélien aux réalités de la vie et des souffrances des Palestiniens. L'opposition vient aussi de quelques personnes remarquables comme Michel Warschawski, Nurit Peled ou Shlomo Sand.

Les Israéliens ne sont donc pas mal informés mais la plupart d'entre eux se soucient peu du sort des Palestiniens, car en Israël les barrières morales se sont écroulées. Une part non négligeable de la population souscrit à la même idéologie suprémaciste blanche que le Ku Klux Klan aux Etats-Unis, considérant que les Palestiniens sont des inférieurs, des intrus qui n'ont pas leur place en Palestine et qu'il faut éliminer.

L'éducation en Israël est vraiment problématique. On apprend aux jeunes une histoire folle. A l'université d'histoire de Tel Aviv, il y a deux départements : le département d'histoire universelle et le département d'histoire juive, qui enseigne que Dieu a donné la Palestine aux juifs et que c'est le sionisme qui reconstituera le grand royaume juif. Le problème c'est que c'est le département d'histoire juive qui fait les programmes scolaires, et que si les élèves ne répètent pas cette « vérité » imposée, ils ne peuvent pas avoir leur bac... On a donc au départ un enseignement vicié. Il faut aussi se demander ce que ça veut dire devenir dissident dans la société israélienne. Cela implique souvent des ruptures familiales très douloureuses.

Israël est une société malade, qui a perdu ses valeurs morales et qui ne se reformera pas d'elle-même. D'où l'intérêt de la campagne internationale BDS (Boycott, Désinvestissements, Sanctions), qui vise non pas à faire écrouler l'économie israélienne – ce serait trop ambitieux –, mais au moins à casser l'image d'Israël. Il faut savoir que les 15 % de juifs israéliens qui vivent hors d'Israël sont très sensibles à l'opinion mondiale ainsi qu'à l'opinion juive mondiale.

Quelles sont les relations entre juifs ashkénazes et juifs sépharades ?

Le sionisme est une idéologie qui est née et s'est développée en Europe, et ce sont les juifs ashkénazes qui ont créé Israël. Jusqu'en 1948, très peu de juifs du monde arabe soutenaient le sionisme.

Les ashkénazes méprisaient beaucoup les sépharades (qu'ils appelaient les « Noirs »). Il y a eu plusieurs scandales racistes en Israël au détriment des juifs orientaux. Dans les années 1950-1960, les enfants juifs qui arrivaient du Maroc étaient réputés avoir la teigne (infection du cuir chevelu), et on a expérimenté sur eux des surdoses très importantes de rayons X ; il y a eu plusieurs milliers de morts et il y a encore des gens qui meurent ou qui souffrent de lourdes séquelles, alors qu'on connaissait déjà parfaitement le problème des

surdoses d'irradiation. Le deuxième grand scandale, qui continue, est celui des juifs yéménites, issus de tribus arabes converties au judaïsme il y a plus de 2 000 ans. D'après leurs croyances, le Messie devait venir les chercher sur des ailes. Alors les Israéliens sont arrivés avec des avions et ils ont évacué en trois semaines une communauté vieille de 2 000 ans. Il n'est pas étonnant que l'assassin de Rabin soit un Yéménite : quand vous privez les gens de leur langue, de leur culture, de leurs terres, de leur cuisine, vous en faites des fascistes. De plus, les femmes yéménites avaient la réputation de beaucoup procréer. Aussi très souvent dans les maternités, on leur disait que leur bébé était mort et on refusait de leur montrer le corps (ça ressemble beaucoup au scandale de l'époque du franquisme qui a été révélé récemment en Espagne). On sait maintenant que plusieurs milliers de bébés yéménites ont été adoptés par de riches familles ashkénazes ou par des juifs américains... Troisième grand scandale concernant les juifs orientaux : les femmes falachas ont été stérilisées, parce que les Noirs font désordre dans une société de plus en plus raciste.

Ce racisme provient du fait qu'Israël, dans les années 1950, après avoir chassé la grande majorité des Palestiniens, s'est retrouvé sans prolétariat. Le gouvernement a dû monter une campagne pour faire venir massivement des juifs extérieurs, en particulier du monde arabe. Au Maroc, avec la complicité du roi Hassan II, des propagandistes sionistes incitaient les élèves à la sortie des lycées à partir en Israël. L'écrasante majorité de la population juive marocaine est partie ; aujourd'hui ce sont des sous-prolétaires en Israël, soumis à une forte ségrégation y compris pour l'habitat (les juifs arabes ont été mis dans les villes du désert, au prétexte qu'ils ne seraient pas dépaysés...). Des juifs orientaux se sont révoltés au sein du mouvement des Panthères noires (il y a même eu des morts), puis le mouvement a été écrasé, et par réaction vis-à-vis des juifs européens nantis des grandes villes, ces juifs déshérités se sont tournés vers les partis de droite et d'extrême droite après l'arrivée de Bégin au pouvoir en 1977. Le parti sépharade ultra-orthodoxe Shass, qui a fait jusqu'à 8 % des voix, est d'un racisme totalement décomplexé, pas seulement contre les Palestiniens, mais aussi contre les Noirs, etc. Parmi les colons il y a beaucoup de juifs russes, et la majorité des juifs français qui ont récemment émigré en Israël sont des colons.

Quelle pourrait être l'issue du conflit ?

Ceux qui imaginent qu'on peut faire la paix en occultant la question des réfugiés palestiniens et du droit au retour se trompent complètement. L'acte fondateur du conflit c'est l'expulsion des Palestiniens de leur propre pays. Les Palestiniens ont subi les avanies des pays arabes voisins (Egypte, Liban, Jordanie). Le désordre actuel dans le monde arabe est très négatif pour les Palestiniens : la contre révolution en Egypte, l'évolution pro israélienne du régime saoudien.

A l'UJFP et au mouvement BDS, nous agissons sur la question du droit. Que demandent les Palestiniens en lançant BDS ? Ils ne veulent pas un, deux ou trois Etats, ils demandent trois choses : 1) la liberté (c'est-à-dire la fin de l'occupation, la fin de la colonisation, la destruction du mur, la libération des prisonniers politiques, la levée du blocus de Gaza) ; 2) l'égalité, surtout pour les grands oubliés des accords d'Oslo, les Palestiniens d'Israël qui subissent un régime de discrimination et d'apartheid ; 3) la justice, en particulier le droit au retour des réfugiés. En demandant cela, ils sont sur la même position que Mandela en Afrique du Sud. Trois ans avant la chute de l'apartheid, Mandela en prison a été démarché par les hommes de Frederik de Klerk, dernier président blanc de la république sud-africaine, qui lui disent en gros : on va vous libérer, on va accorder l'indépendance à trois bantoustans (dont le Transkei dont vous serez président), vous irez à l'ONU et on signe la paix. Mandela a refusé, ne voulant pas transiger sur trois principes : la reconnaissance de l'apartheid comme un crime, le principe une personne/une voix et l'Afrique du Sud une et indivisible. Si on transpose ce cas à la question israélo-palestinienne, il y a plusieurs choses non négociables : la Nakba a été un crime, l'expulsion de la grande majorité des Palestiniens de leur propre pays n'était pas légitime, il ne peut pas y avoir de paix sans la reconnaissance et la réparation de ce crime fondateur. Le jour où un dirigeant israélien admettra que la Nakba a été un crime – à l'exemple de Willy Brandt s'agenouillant à Auschwitz – alors des choses se débloquent. On a beaucoup encensé Yitzhak Rabin, mais au cours des vingt-six mois qui séparent la signature des accords d'Oslo de son assassinat, il a installé 60 000 nouveaux colons. La paix, c'est d'abord la reconnaissance du crime fondateur, et ensuite la recherche du meilleur moyen de le réparer. A l'UJFP, nous pensons qu'il n'y a pas d'alternative au vivre ensemble dans l'égalité des droits. Peut-être que ce qu'on voit un peu partout, les horreurs qui sont faites aux migrants, aux sans-papiers, le racisme qui se développe, cela vient de la disparition progressive de la solidarité et de l'égalité.

C'est pourquoi je ne pense pas qu'il puisse y avoir la paix avec le maintien d'un Etat juif. Je prends la question des Roms. Il n'y a pas plus discriminés aujourd'hui en Europe que les Roms. Imaginez que chez les Roms il y ait un courant sioniste qui demande la création d'un Etat rom. Où le faire ? En Inde parce qu'ils sont partis de là il y a plus de mille ans ? En Roumanie puisque c'est là qu'ils ont été les plus nombreux ? Où que ce soit, s'ils veulent y créer un Etat, ce sera la guerre. Pour les Roms, y a-t-il une alternative à l'égalité des droits ? C'est la seule solution, aussi difficile soit-elle.

Pour les Palestiniens, c'est la même chose. Lors de notre voyage à Gaza il y a deux ans, nous avons interrogé les Palestiniens sur ce qu'ils souhaitaient. A la proposition un ou deux Etats ?, ils répondaient qu'aucune formule ne serait la solution tant qu'on ne résoudrait pas le problème des réfugiés. A la question : pourriez-vous vivre avec les juifs ?, les plus anciens qui avaient connu des juifs au temps de la Nakba, ou qui avaient travaillé en Israël ensuite, reconnaissaient qu'ils avaient été exploités mais qu'il y avait quand même eu des rapports humains, donc bien sûr qu'ils pourraient vivre avec eux. Mais les plus jeunes, qui ne connaissent des Israéliens que les soldats, les avions, les chars et les missiles, et qui n'ont jamais vu un juif du fait de la séparation imposée, comment peut-on leur poser une telle question ? A mon avis, la pire chose qui soit arrivée à la Palestine, c'est tout le processus d'Oslo, tant sur la perspective que sur la destruction de la société et de l'unité palestiniennes.

Dans les Eglises chrétiennes, on fait la sourde oreille aux appels de détresse des chrétiens palestiniens (comme ceux de Sabeel). Pourquoi ?

Les chrétiens palestiniens, et en général les chrétiens d'Orient, ont joué un grand rôle dans les mouvements de solidarité. A Gaza, où moins de 1 % de la population est chrétienne, le jour de Noël est férié, il y a une vraie complémentarité entre les chrétiens et les musulmans.

Il y a une espèce de surdité en Europe, qui vient aussi de contentieux qui n'ont pas été réglés vis-à-vis du judaïsme. Si le christianisme européen avait fait un travail en profondeur sur son antijudaïsme, le discours en 1945 aurait été : on a été injuste envers les juifs, maintenant on veut réparer et on vous propose l'égalité des droits, l'émancipation et la lutte contre toute forme d'antisémitisme. Mais en réalité on leur a dit : maintenant que vous avez un pays, vous partez quand vous voulez. Ce n'est pas faire amende honorable, ce n'est pas une réflexion de fond sur le rôle du christianisme vis-à-vis du judaïsme. Les chrétiens d'Orient subissent de plein fouet ce manque de lucidité et de courage du christianisme européen.

Ce qui est terrible, et concerne tous les dirigeants et pas seulement les autorités religieuses, c'est que tous ceux qui vont en Israël-Palestine savent ce qu'il s'y passe ; les diplomates envoient régulièrement des rapports très documentés sur la situation. Mais il y a une omerta au niveau des dirigeants civils et religieux européens, qui ne veulent pas tirer les conséquences d'un système criminel, qui n'est pas seulement criminel vis-à-vis des Palestiniens mais qui est aussi suicidaire pour les juifs. Je compare ce système criminel à d'autres entreprises coloniales qui ont pensé à tort qu'elles étaient éternelles. Même chez les protestants, qui ont pourtant une histoire illustre de la solidarité internationale et de la justice (sauvetage des enfants juifs, etc.), on constate cette omerta.

Qu'en est-il des religieux juifs qui étaient antisionistes ?

Le courant juif antisioniste s'est fait acheter par le gouvernement israélien, comme les Loubavitch qui historiquement étaient antisionistes, mais sont aujourd'hui fer de lance de la colonisation. Tout cela pour des questions d'argent. Quand en 1967 les travaillistes ont voulu coloniser la Cisjordanie, ils ont d'abord fait appel aux sionistes religieux puis les autres ont suivi car on leur offrait gratuitement des terres, des routes, des villes aux noms bibliques, etc. Il y a encore aujourd'hui un petit noyau courageux de religieux antisionistes, comme les Rabbins pour la paix (fondés par Max Warschawski, ancien grand rabbin de Strasbourg et père de Michel Warschawski) et chez les Haredim. Mais ceux qui restent vivent plutôt en Amérique.

Aujourd'hui, toutes les solutions sont impossibles. Deux Etats ? La frontière n'existe plus et les territoires palestiniens sont morcelés. Un Etat laïc et démocratique ? C'est impossible dans l'état actuel de l'opinion israélienne. Tout est bloqué parce qu'Israël n'est jamais puni et qu'il peut faire ce qu'il veut. Le jour où cet Etat sera sanctionné, comme n'importe quel autre, on trouvera sans aucun doute en Israël beaucoup plus de forces disposées à accepter une solution raisonnable. L'idée sioniste originelle, qui était un Etat juif homogène, a existé en gros entre 1948 et 1967, où il y avait 15 à 20 % de Palestiniens, une minorité « digérable » à qui on aurait pu donner le droit de vote. Au lieu de cela on l'a maintenue dix ans sous couvre-feu, on a

confisqué ses terres et on a réprimé ses révoltes dans le sang. Les Palestiniens d'Israël continuent de vivre une situation de ségrégation. Maintenant on n'est plus dans le projet sioniste originel, puisqu'entre la Méditerranée et le Jourdain, il y a 50 % de juifs israéliens et 50 % de Palestiniens, avec un véritable apartheid et une lutte anti apartheid sur un espace unique, de la Méditerranée au Jourdain.

Aucun des quatre projets n'a un avenir : ni deux Etats, ni un Etat unique dans la situation actuelle, ni le projet sioniste originel, ni l'apartheid qui est en route. Il faut se demander si au XXI^e siècle, ce qui a duré une cinquantaine d'années dans le sud des Etats-Unis et 50 ans en Afrique du Sud, peut durer éternellement en Israël. Je pense que non. Aujourd'hui c'est l'apartheid qui est en marche. Gaza est un camp de concentration à ciel fermé, la Cisjordanie est un mélange du bantoustan sud-africain et de réserve indienne.

Que penser de la résistance pacifique mise en place par les Palestiniens ?

Ce n'est pas un choix mais une exigence. Et ce n'est pacifique que d'un seul côté, pas du côté israélien ! Pour que cette démarche fonctionne, il faudrait qu'elle ait du répondant chez nous, en Occident. En Palestine, on nous a souvent dit que cette guerre est née de l'extérieur, qu'elle vient de la décision de l'ONU de couper en deux la Palestine et d'accepter qu'Israël viole toutes les décisions internationales, à commencer par la plus fondamentale, le droit au retour des réfugiés. Les Palestiniens disent que pour s'en sortir, il faut deux choses : leur résistance-résilience à eux, et notre solidarité à nous Occidentaux.

Du point de vue de la résilience, les palestiniens font des choses fantastiques. Même sous les bombes, à Gaza comme en Cisjordanie, ils continuent à cultiver la terre, à s'éduquer, à vivre. Mais jusque quand cela sera-t-il possible ?

Nous devons nous souvenir que si les dirigeants occidentaux agissent ainsi, ce n'est pas par manque d'information, mais parce qu'ils considèrent Israël comme leur pays de domination, de reconquête coloniale, de surveillance des populations jugées dangereuses, de racisme décomplexé, etc. Donc c'est nous, citoyens des sociétés occidentales, qui devons imposer un changement politique par un puissant mouvement d'opinion. On est en pleine contradiction : tous les sondages récents indiquent que pour une forte majorité de Français, la responsabilité de cette guerre pèse sur Israël et que la France devrait sanctionner Israël. Il faudrait donc pouvoir changer la politique illégitime de nos dirigeants.

Transcription : Laurent Baudoin (juillet 2018)

[1] "Décret du 24 octobre 1870 qui déclare citoyens français les Israélites indigènes de l'Algérie", présenté par Adolphe Crémieux, ministre de la justice du gouvernement de la défense nationale. Le décret a suscité des tensions en Algérie, car il maintenait les habitants musulmans dans le statut inférieur de l'indigénat.

[2] La limpieza de sangre (en espagnol) ou limpeza de sangue (en portugais) est un concept qui s'est développé en Espagne et au Portugal à partir de la fin du XV^e siècle. Il renvoie à la qualité de "vieux chrétien", dénué de toute ascendance juive ou maure, par opposition aux "nouveaux chrétiens", juifs ou musulmans convertis, le plus souvent par la force, et dont on doutait de la réalité de la foi.

[3] Peuple semi-nomade turc d'Asie centrale dont l'existence est attestée entre le VI^e et le XIII^e siècle après J.-C. Les juifs ashkénazes d'Europe du Nord seraient des Khazars convertis au judaïsme.

[4] A la différence des polythéistes qui, selon le Coran, devaient être convertis, les "gens du Livre", juifs et chrétiens, dépositaires d'une partie de la Vérité révélée, avaient le droit de conserver et pratiquer leur foi à condition de respecter certaines obligations. Les règles de la dhimma étaient appliquées avec une rigueur variable selon les périodes et les pays. L'attitude pragmatique des juristes l'emportait souvent sur le discours rigoriste des théologiens ; des juifs et des chrétiens furent ainsi nommés grands vizirs (premiers ministres) et gouvernèrent les musulmans, malgré leur statut de dhimmis. Le statut fut aboli en 1855 dans tous les pays de l'Empire ottoman

Pierre Stambul

Communiqué du 5 novembre 2018 sur la sanction infligée à Pierre Vignon envoyé aux évêques à Lourdes et largement diffusé dans la presse

Pierre Vignon vient de se voir retirer sa charge de juge à l'Officialité de Lyon, à la suite d'une pétition qu'il avait lancée au cours de l'été, concernant le Cardinal Barbarin. Cette décision disciplinaire a sidéré les catholiques et tous les citoyens de bonne volonté. NSAE – Nous Sommes Aussi l'Eglise - joint sa voix aux protestations qui s'expriment pour dénoncer cette mesure.

La Conférence des Evêques de France vient de recevoir quelques victimes de prêtres pédophiles, en petits comités. Elle veut y voir un pas important, et fait savoir qu'elle entend changer son approche du problème, pour se rapprocher des victimes. Or la seule mesure dont on ait eu connaissance récemment est cette sanction inique qui frappe un des rares représentants de l'Eglise qui avait dans ses attributions d'écouter les victimes, un des rares donc à savoir ce qu'elles souffrent, à savoir ce qu'elles attendent, un des rares à avoir compris. C'est lui qui est frappé !

Dans la forme, une telle sanction disciplinaire est le fait d'une autorité sans contrôle, parfaitement auto-centrée puisque c'est celui qui a été mis en cause qui se fait aussi le juge, et le juge sans appel. Cela relève de méthodes, cléricales jusqu'à la caricature, qui sont, pour une part, à l'origine du problème, mettant aujourd'hui l'Eglise en péril, et qui n'ont plus cours dans notre société, au 21^e siècle.

Le Bureau de NSAE "Nous sommes aussi l'Eglise" en appelle à la Conférence des Evêques, actuellement réunie à Lourdes, pour que cette sanction soit abrogée.

André Thireau, Président NSAE 68 rue de Babylone 75007 Paris nsae@numericable.fr

NSAE Cantal a envoyé ce communiqué à l'évêque de St Flour accompagné de la lettre suivante :

Frère Evêque,

André Thireau, président du mouvement national (NSAE), a rédigé le 5 novembre 2018 un communiqué de presse au sujet de la sanction infligée à Pierre Vignon, prêtre, dont la charge de juge à l'officialité de Lyon, qu'il exerce depuis 25 ans, vient de lui être très brutalement retirée.

Les membres de NSAE 15, antenne locale de ce mouvement, se reconnaissent totalement dans cette prise de position de leur président contre cette décision, inadmissible dans le fond comme dans la forme.

En effet, comment l'Eglise hiérarchique peut-elle à la fois dire qu'elle veut écouter les victimes d'actes pédophiles et frapper d'une sanction disciplinaire une personne dont la fonction est justement d'écouter les victimes d'abus de la part de clercs ?

La forme ne cède rien au fond. Qui a pris l'initiative ? "*Je n'ai pas été tenu au courant de cette décision*", affirme à *Libération* Luc Crepy, l'évêque du Puy-en-Velay (Haute-Loire), responsable de l'action contre la pédophilie dans l'Eglise de France ! "*Aucun des quatre diocèses d'Auvergne n'a été consulté*", assure encore Luc Crepy. Dans les faits, selon des sources internes à l'Eglise, la décision aurait été prise par les diocèses de Rhône-Alpes, sous l'autorité du cardinal Philippe Barbarin. De proches collaborateurs du cardinal Barbarin ont confirmé, eux aussi, avoir été informés de cette sanction par la presse.

"*Les bras m'en sont tombés quand je l'ai appris*", commente auprès de *Libération* Véronique Garnier, l'une des sept victimes invitées à Lourdes, regrettant beaucoup la décision prise à l'encontre du père Vignon.

Nous sommes là devant un exemple type de du cléricalisme que dénonce le pape François. Cela nous choque ! En tant que citoyens et en tant que chrétiens, nous protestons, vivement pour dénoncer cette mesure arbitraire et blessante qui n'épargne personne : l'intéressé et les personnes abusées, mais aussi le peuple de Dieu.

Nous demandons respectueusement mais avec force que cette sanction soit abrogée et nous pensons pouvoir compter sur votre sens de la justice pour soutenir notre démarche.

Nous vous prions d'accepter nos salutations fraternelles

Le groupe NSAE 15